

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUILLET 1920.

Projet de loi concernant le tarif des taxes consulaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger a été mis en vigueur par la loi du 16 mars 1854, et modifié successivement par les lois des 22 octobre 1897 et 20 juin 1910.

Le tarif fixé par la loi du 20 juin 1910 ne répond plus aux nécessités actuelles.

Il est donc indispensable d'y apporter des modifications.

En effet, les Gouvernements étrangers ont augmenté, souvent d'une manière très notable, le montant des taxes perçues par leur agents du service consulaire. D'autre part, le prix de la vie s'est accru dans des proportions considérables, et la puissance d'achat de l'argent a sensiblement diminué.

Le projet de loi, que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux, prévoit donc un relèvement, conforme aux circonstances, de toutes les taxes perçues par nos consuls; il complète les dispositions actuellement en vigueur sur la matière, en comblant certaines lacunes qui existent dans la loi du 20 juin 1910.

Vous constaterez, d'autre part, que le projet de loi introduit une innovation : le tarif des taxes est divisé en deux tableaux. Le premier (A) contient les taxes administratives proprement dites. le second (B) contient d'une part, celles qui ne sont que la rémunération d'un travail spécial ou la compensation d'un débours effectué par l'agent : elles resteront, comme antérieurement, acquises à l'agent qui les perçoit; d'autre part, les taxes et allocations en matière de frais de justice consulaire : celles-ci recevront l'affectation qui leur est donnée par les lois spéciales sur la matière.

Quant aux premières (A), il y a lieu de distinguer deux cas : si l'agent percepteur est un consul rétribué par l'État, le projet détermine que leur montant fera retour au Trésor; si l'agent n'est pas rétribué par l'État, une moitié

du montant touché lui reste acquise en compensation du travail consulaire qu'il assume, l'autre moitié faisant retour au Trésor; toutefois, il a été jugé équitable de réserver à l'agent le total des perceptions jusqu'à concurrence d'une somme fixe correspondant à l'importance de ses fonctions et qui serait de 4,000 francs par an pour un agent consulaire, de 6,000 francs par an pour un vice-consul et de 8,000 francs par an pour un consul. Ce système, en vigueur dans plusieurs pays étrangers, y a donné des résultats qui permettent d'en recommander l'adoption.

Le Gouvernement a estimé que l'encaissement par l'État de ces taxes pourrait constituer pour le Trésor une source de revenus appréciable.

Les difficultés insurmontables qui résulteraient de l'application aux consuls non rétribués des règles générales de la loi sur la comptabilité de l'Etat ont motivé l'introduction de l'article 8 du projet.

Si vous le permettez, Messieurs, nous passerons rapidement en revue les différentes sections des tableaux A et B.

Tableau A.

Section I.

Le tarif annexé à la loi du 20 juin 1910 imposait, comme le tarif précédent, le paiement d'une somme fixe par navire quelle que fût l'étendue de l'intervention consulaire.

Certaines nations maritimes établissent des taxes moins élevées, s'appliquant à chaque intervention du consul; la navigation n'est donc, dans ce cas, grevée de frais qu'en proportion de l'appel qu'elle fait à l'aide des consuls.

Nos armateurs ayant manifesté une préférence pour ce dernier système, qui est celui en vigueur en Angleterre, il a paru désirable de modifier dans ce sens la base de la perception.

Quant au montant des taxes proposées dans le nouveau projet, il est extrêmement modéré, et peut être considéré comme négligeable au point de vue commercial en comparaison des autres frais auxquels la navigation est soumise aujourd'hui.

Les rubriques 1, 2 et 3 sont rédigées d'après les idées exposées ci-dessus.

La rubrique 8 a été complétée par l'adjonction des mots : « ou addition d'une feuille à la lettre de mer ». A la rubrique 11, la phrase : « n'ayant pas donné lieu aux formalités d'expédition prévues aux n^{os} 1 et 2 » devenue inutile par suite de la modification des rubriques 1, 2 et 3, a été supprimée. A la rubrique 12, les mêmes motifs ont fait ajouter les mots « bâtiment belge ou étranger ».

Le taux des taxes a été augmenté sans toutefois être doublé. En vue de faciliter les calculs relatifs à la perception en monnaie étrangères, l'on s'est arrêté à des multiples de 5 francs. Le même motif a fait insérer les clauses arrondissant le montant des pourcentages et établissant pour ceux-ci un minimum de 2 francs.

Section II.

L'article 24 du tarif ancien prévoyait la perception d'une taxe spéciale pour un acte de mariage contenant légitimation d'enfant naturel. Cette distinction n'ayant pas, en somme, sa raison d'être, cette rubrique a été supprimée dans le nouveau projet.

Section III.

L'obligation du passeport ayant été maintenue dans la presque totalité des pays étrangers et rien ne pouvant à l'heure actuelle permettre d'envisager sa suppression, d'importantes modifications sont introduites dans la rubrique relative aux passeports.

La taxe de délivrance du passeport aux sujets Belges a été portée de 8 francs à 25 francs et celles des visas subséquents à 5 francs : ces perceptions correspondent à celles que les pays étrangers effectuent actuellement à charge de leurs ressortissants pour les mêmes services.

Mon Département avait, d'autre part, eu l'intention d'unifier les taxes perçues du chef du visa des passeports des sujets étrangers.

En présence des taxes élevées qui viennent d'être instaurées par certains Gouvernements étrangers pour le visa des passeports des sujets Belges, il n'a pas été possible de donner suite à cette intention : le principe de la réciprocité a donc été inscrit dans le projet ci-joint, c'est-à-dire que nos agents consulaires percevront du chef du visa du passeport d'un sujet étranger une taxe égale à celle qui serait perçue par l'autorité consulaire du pays du requérant pour le visa du passeport d'un sujet Belge.

Un tarif minimum a toutefois été prévu comportant des taxes qui correspondent dans l'ensemble à celles perçues par la plupart des autorités étrangères à charge des sujets belges.

Un mode de taxation identique a également été appliqué quant à la légalisation de pièces demandée aux consuls, dans un intérêt étranger.

En ce qui concerne la section V, le Gouvernement met le n° 42 du nouveau tarif (n° 81 de l'ancien) « Expédition ou extrait des procès-verbaux » (relatifs aux actes conservatoires après décès), en concordance avec le littéra 59 de l'article 18 de l'arrêté royal du 27 mars 1893 et l'article 26 de la loi du 25 mars 1891 (code du timbre) et ajoute : Par rôle de vingt-cinq lignes à la page et quinze syllabes à la ligne. . . . 3 francs.

Tableau B.**Section I.**

Le coût de la vie à l'étranger ayant augmenté dans des proportions très sensibles, il a paru indispensable d'augmenter en conséquence les chiffres du tarif relatifs aux frais de déplacement des Consuls.

Section II. — Actes du ministère des notaires.

La loi du 20 juin 1910 revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger, avait, dans son ensemble, assimilé les émoluments que les consuls sont autorisés à percevoir lorsqu'ils reçoivent des actes et contrats du ministère des notaires, aux honoraires que l'arrêté royal du 27 mars 1893 alloue pour les mêmes actes aux notaires du Royaume. Cette mesure était motivée par le développement qu'avaient pris au cours de ces dernières années les attributions notariales des agents du service extérieur.

Nos compatriotes qui ont dû s'expatrier au cours de la guerre, ont appris à connaître le chemin de nos consulats; ils ont pu ainsi apprécier l'avantage et les garanties que leur procurent les attributions notariales des consuls belges. Il en est résulté une extension toujours croissante des attributions de nos agents qui voient fréquemment réclamer leur ministère de préférence à celui plus onéreux des notaires locaux. C'est cette raison qui a déterminé le Gouvernement à assimiler complètement la tarification des honoraires des consuls en matière d'actes et de contrats authentiques à celle établie en faveur des notaires belges.

Section III. — Tribunaux consulaires.

Le Gouvernement a décidé que, sauf pour les actes tarifés aux tableaux A et B, les actes des tribunaux consulaires seront taxés, d'après les tarifs en usage en Belgique.

Ces tarifs sont en voie de révision et mis en harmonie avec le cours actuel du franc belge; aussi, le Département des Affaires Étrangères a-t-il prévu que les taxes seraient perçues en monnaie légale du lieu de la perception, transformée en francs, au cours du franc or.

Vous constaterez que le texte de la rubrique « Tribunaux consulaires » prévoit un régime de taxation distinct suivant qu'il s'agit de frais en matière civile et commerciale, et de frais en matière répressive.

Les raisons développées ci-après, ont amené le Gouvernement à établir dans les consulats cette distinction qui existe d'ailleurs dans le Royaume.

En matière civile et commerciale le litige se meut entre deux parties; les frais de justice que ce litige entraîne doivent être supportés par l'une des deux ou par toutes les deux, et la taxation de ces frais par le Juge chargé de solutionner le litige, apparaît comme une décision de justice; en taxant, il fait œuvre de judicature, œuvre soumise aux règles ordinaires de la procédure civile et susceptible notamment d'être attaquée par la voie de la tierce opposition. Sa décision ne pourra, sans que soit méconnu le principe de la séparation des pouvoirs, être soumise à l'approbation des autorités administratives.

En matière répressive par contre, les actes donnant lieu à des frais de justice sont requis par la partie publique. C'est l'État qui en fait l'avance et qui, en cas d'acquiescement, les supporte; en autorisant le paiement de cette

dépense par la caisse de l'État, le magistrat agit comme délégué de l'administration. Ces frais ne sont recouvrés contre le condamné que sur la taxation faite par le jugement de condamnation. C'est par application de ces principes qu'en matière répressive, le tribunal consulaire allouera les frais dans tous les cas où le tarif reconnaît cette faculté aux magistrats du Royaume.

Des abus ne sont pas à craindre ; ceux-ci n'auraient pu se produire qu'en matière d'expertise et en matière de frais de séjour et de voyage. Or, d'après le projet de la Commission de revision du tarif criminel, les mémoires de frais des experts requis devront, avant d'être payés, être soumis au Département de la Justice ; celui-ci, s'il les trouve exagérés, en saisira la « Commission des frais de justice répressive » fonctionnant au dit département.

Quant aux frais de voyage et de séjour du personnel des consulats, ils sont expressément tarifés ; les frais de déplacement sont remboursés, les frais de séjour ne donnent lieu qu'à une indemnité forfaitaire.

Section IV.

Il a paru utile de définir les taxes que les agents sont autorisés à percevoir pour les travaux fournis en dehors des heures de Chancellerie et de déterminer le nombre d'heures minimum pendant lesquelles les Chancelleries doivent être accessibles au public.

Des cas urgents peuvent nécessiter l'intervention consulaire à toute heure, mais il serait impossible d'obliger les agents à se tenir à la disposition du public en permanence, leur travail les obligeant du reste à circuler dans leur résidence pour les études et les enquêtes qu'ils entreprennent. Aussi a-t-il été jugé que le chiffre de cinq heures par jour ouvrable correspondait à toutes les nécessités ; mais dans les cas spéciaux il sera toujours possible aux intéressés de faire appel au Consul en dehors des heures prévues, en indemnisant l'agent du dérangement qui lui est causé de ce fait.

Les considérations qui précèdent me semblent suffisantes pour justifier les propositions qui vous sont soumises. Aussi, le Gouvernement a-t-il la confiance que vous voudrez bien les adopter.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. HYMANS.



PROJET DE LOI

concernant le tarif des taxes
consulaires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les tableaux *A* et *B* annexés à la présente loi fixent le tarif des droits qui seront à l'avenir perçus dans les chancelleries consulaires de Belgique à l'étranger, sauf les réserves énoncées à l'article 5.

ART. 2.

Lorsque les circonstances locales entraîneront l'intervention consulaire pour des actes qui ne sont pas prévus dans les tableaux précités, il appartiendra au Gouvernement de régler le montant des droits à percevoir. Cette réglemen-

ONTWERP VAN WET

betreffende het tarief der consulaire
rechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het tarief der rechten welke in de Belgische consulaire kantoren in het buitenland voortaan zullen geheven worden is vastgesteld in de bij deze wet gevoegde tabellen *A* en *B*, zonder afbreuk te doen aan wat voorbehouden is in artikel 5.

ART. 2.

Wanneer de plaatselijke omstandigheden de consulaire tussenkomst zullen vergen voor akten die in voormelde tabellen niet voorzien zijn, zal de Regering het bedrag der te heffen rechten behooren te regelen. Deze regeling zal bij wijze

tation se fera par voie d'arrêtés royaux.

ART. 3.

Les agents émargeant au budget du Département des Affaires Étrangères verseront à l'État la totalité des taxes perçues par eux en vertu du tableau A.

ART. 4.

Les taxes prévues au tableau A sont acquises dans leur intégralité aux consuls non rétribués jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

4,000 francs par an s'il s'agit d'une agence consulaire;

6,000 francs par an s'il s'agit d'un vice-consulat;

8,000 francs par an s'il s'agit d'un consulat.

Il est prélevé 50 p. c. au profit du Trésor sur l'excédent des quotités indiquées ci-dessus.

En cas de changement de titulaire en cours d'année, le calcul de la part revenant au Trésor sera effectué d'après ce barème et au prorata de la durée.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condition de réciprocité, la gratuité ou une réduction spécifiée du prix de certaines des opérations de chancellerie soumises à des taxes en vertu du tarif A ci-annexé.

van koninklijke besluiten geschieden.

ART. 3.

De van de begrooting van het Departement van Buitenlandsche Zaken afhangende agenten zullen aan den Staat het volle bedrag stor-ten der door hen krachtens tabel A geheven rechten.

ART. 4.

De taxen voorzien in tabel A komen in hun geheel toe aan de onbezoldigde consuls tot een beloop der volgende sommen :

4,000 frank per jaar indien het een consulaire agentschap geldt;

6,000 frank per jaar indien het een vice-consulaat geldt;

8,000 frank per jaar indien het een consulaat geldt.

Op het overschot der hierboven aangeduide bedragen wordt 50 t. h. afgehouden ten bate der Schatkist.

In geval van verandering van den titularis in den loop van het jaar zal de berekening van het aan de Schatkist toekomende gedeelte geschieden volgens dit barema en naar evenredigheid van den duur.

ART. 5.

De Regeering is gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid, met de vreemde Mogendheden schikkingen te treffen waarbij sommige der kanselarij-verrichtingen, welke krachtens het hierbij gevoegde tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld of eene bepaalde vermindering van prijs ondergaan.

La gratuité est en outre acquise de plein droit :

1^o aux actes destinés aux indigents;

2^o aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif et notamment aux titres de voyage des fonctionnaires belges voyageant en service, ainsi que, à titre de courtoisie internationale, aux actes réclamés en leur qualité officielle pour leur usage personnel ou celui de leur suite, par les agents officiels des Puissances amies, ce à titre de réciprocité;

3^o aux certificats de vie et autres documents auxquels la gratuité est accordée en vertu de l'article 8 de la loi des finances du 30 décembre 1905;

4^o aux décrets et arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes ou de tous autres actes;

5^o aux actes des tribunaux consulaires auxquels la gratuité est, dans les mêmes circonstances, acquise en Belgique.

ART. 6.

Les taxes sont perçues en monnaie légale du lieu de la perception, transformée en francs au cours du franc or.

ART. 7.

La remise des fonds, la comptabilité et les autres détails d'application de la présente loi seront réglés

Daarenboven wordt van rechtswege de kosteloosheid verleend :

1. voor de akten bestemd voor onvermogene personen;

2. voor destukken, gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het belang van het algemeen of van het beheer, en vooral voor de reispapieren der Belgische ambtenaren reizende voor den dienst, alsook, uit internationale hoffelijkheid, voor akten gevraagd in hunne officieele hoedanigheid, voor hun persoonlijk gebruik of dat van hun gevolg, door de officieele agenten der bevriende Mogendheden, dit onder voorwaarde van wederkeerigheid;

3. voor levensbewijzen en andere stukken waarvoor de kosteloosheid verleend wordt krachtens artikel 8 van de wet der financiën van 30 December 1905;

4. voor consulsdecreten of-besluiten, enkel ten doel hebbende de beteekening of de opzending van verzoekschriften of van alle andere akten;

5. voor akten van de consulaire rechtbanken waarvoor de kosteloosheid, in dezelfde omstandigheden, in België verleend wordt.

ART. 6.

De rechten worden geheven in de wettige munt van de plaats der heffing, omgezet in franken aan den koers van den frank goud.

ART. 7.

De afgeving der fondsen, de reken-dienst en de andere bijzonderheden omtrent de toepassing van onder-

mentés par le Ministre des Affaires Étrangères.

ART. 8.

La loi générale sur la comptabilité de l'État n'est applicable aux consuls que dans la mesure à déterminer par des arrêtés royaux.

ART. 9.

La loi du 28 juillet 1849, celle du 20 juin 1910 et le tarif y annexé ainsi que l'article 7 de l'ordonnance du Roi de France du 3 mars 1781 sont abrogés à partir de la mise en vigueur de la présente loi déterminée, pour les divers postes, par des arrêtés royaux.

ART. 10.

Les taxes perçues par les consuls de carrière en vertu de la loi du 20 juin 1910, depuis l'application du barème des traitements consulaires spécifiés en annexe au budget des Affaires Étrangères pour 1919 et jusqu'au jour où la présente loi entrera en vigueur seront restituées au Trésor. Il est fait exception toutefois pour les taxes énumérées aux Sections I (frais de déplacement et de séjour) et II (actes du Ministère des notaires) du tableau B annexé à la dite loi.

havige wet zullen door den Minister van Buitenlandsche Zaken geregeld worden.

ART. 8.

De algemeene wet betreffende den rekendienst van den Staat is slechts toepasselijk op de consuls in de door koninklijke besluiten vast te stellen mate.

ART. 9.

De wet van 28 Juli 1849, die van 20 Juni 1910 en het daarbij gevoegde tarief alsook artikel 7 van de verordening van den Koning van Frankrijk van 3 Maart 1781 zijn ingetrokken te rekenen van het in werking treden van onderhavige wet die voor de verschillende posten bij koninklijke besluiten zal vastgesteld worden.

ART. 10.

De rechten door de beroepsconsuls geheven krachtens de wet van 20 Juni 1910, sedert de toepassing van het barema der consulaire jaarwedden vastgesteld in een toevoegsel aan de begrooting van Buitenlandsche Zaken voor 1919 en tot op den dag waarop onderhavige wet van kracht zal worden, worden in de Schatkist teruggestort. Er wordt nochtans eene uitzondering gemaakt voor de rechten opgesomd in Afdelingen I (Reis- en verblijfskosten) en II (Akten van het notarisambt) van de bij gezegde wet gevoegde tabel B.

**Tarif des droits à percevoir
par les consuls belges à l'étranger.**

Observations générales.

I. Les consuls accorderont remise totale des droits fixés par le tarif :

1° Aux actes réclamés ou présentés par les ressortissants d'un pays avec lequel le Gouvernement a conclu un arrangement par application de l'article 5 de la présente loi et spécialement désignés dans cet arrangement;

2° Aux actes destinés aux indigents;

3° Aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif;

4° Aux certificats de vie et aux actes de notoriété délivrés pour pensions n'excédant pas 2,000 fr. annuellement;

5° Aux actes des tribunaux consulaires auxquels la gratuité est, dans les mêmes circonstances, acquise en Belgique.

II. Les décrets ou arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes, ou de tous autres actes, ne donnent lieu non plus à aucune perception.

III. Les rôles taxés, dans le tarif, se composent : pour les minutes de trente-cinq lignes à la page et de vingt syllabes à la ligne et pour les copies ou expéditions de vingt-cinq lignes à la page et de quinze syllabes à la ligne.

Le rôle commencé se paye en entier, s'il y en a un seul; s'il y en

**Tarief
der door de Belgische consuls in het
Buitenland te heffen rechten.**

*Aanmerkingen
van algemeenen aard.*

I. De consuls verleen en geheele vrijstelling van de door het tarief bepaalde rechten, wanneer het geldt :

1° Akten gevraagd of voorgelegd door de onderhoorigen van een land waarmee de Regeering eene schikking heeft getroffen, bij toepassing van artikel 5 dezer wet en in bedoelde schikking bijzonder vermeld;

2° Akten bestemd voor onvermogene personen;

3° Stukken gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het belang van het algemeen of van het beheer;

4° Levensbewijzen en akten van notoriëteit afgeleverd voor pensioenen van niet meer dan 2,000 frank per jaar;

5° Akten van de consulaire rechtbanken waarvoor, in dezelfde omstandigheden, de kosteloosheid in België verleend wordt.

II. Voor de consulsdecreten of -besluiten, enkel ten doel hebbende de beteekening of de opzending van verzoekschriften of van alle andere akten, wordt evenmin iets geheven.

III. In het tarief wordt het blad gerekend zooals volgt : de minuten tegen vijf en dertig regels van twintig lettergrepen elk, de afschriften of expedities tegen vijf en twintig regels van vijftien lettergrepen elk.

Het begonnen blad wordt geheel gerekend, als er maar een is; zijn

a plusieurs, au prorata de la fraction de rôle.

IV. Les vacations sont de trois heures. La première vacation commencée est due en entier; les autres se payent au prorata du temps écoulé.

Les actes tarifés par vacation constateront l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions.

Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

V. Les Consuls donneront quittance des taxes perçues et y mentionneront les numéros du tarif où celles-ci sont prévues.

er meer bladen, dan in verhouding tot het gedeelte van het blad.

IV. De zitting duurt drie uren. De begonnen eerste zitting is geheel verschuldigd, de andere zittingen worden betaald in verhouding tot den verloopenen tijd.

In de akten welke per zitting getarifeerd zijn worden de tijd van den aanvang en de tijd van het sluiten der verrichtingen, alsmede elke afbreking vastgesteld.

Geen bijzonder recht is verschuldigd voor het opstellen van de minuut der per zitting getarifeerde akten en processen-verbaal.

V. De Consuls geven kwijtschrift van de geheven rechten en vermelden daarbij de tariefnummers, waaronder die rechten voorkomen.

(VII)

**Tarif des droits à percevoir pour les Consuls belges
à l'étranger.**

**Tarief der door de Belgische Consuls in het buitenland
te heffen rechten.**

Tarifs des droits à percevoir par les Consuls belges à l'étranger.

TABLEAU A.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION I. — Actes relatifs au commerce et à la navigation.			
1	Expédition (1) d'un bâtiment belge, qu'il ait ou n'ait pas embarqué ou débarqué des passagers ou des marchandises, pourvu qu'il reste au moins vingt-quatre heures dans le port ou la rade :		
	Pour un navire de plus de 1000 tonneaux. . .	Droit fixe.	10 fr.
	Pour un navire de moins de 1000 tonneaux . .	Id.	5 »
2	Expédition (2) d'un bâtiment relâchant dans une rade en vue de faire une déclaration à une autorité étrangère ou d'acquitter un droit de passage, si la durée de la relâche atteint vingt-quatre heures aller et retour ou d'un bâtiment restant moins de vingt-quatre heures dans le port ou la rade s'il est fait appel à l'intervention du Consul.	Droit fixe.	5 »
3	Visa des manifestes, délivrance d'un certificat concernant la cargaison; inscription ou radiation au rôle d'équipage, procès-verbal de dépôt par le capitaine, de plainte pour cause de désertion et radiation correspondante au rôle d'équipage, acte de dépôt de cautionnement, de sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marin laissé à terre, et radiation correspondante au rôle d'équipage.	Droit fixe par acte, visa inscription ou radiation.	5 »

(1) Sous cette dénomination est compris l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui sont requis du consulat à l'arrivée et au départ du navire, savoir: 1° rapport simple à l'arrivée; 2° certificat d'arrivée et de départ, sans indication relative à la cargaison; 3° rapport concernant la santé; 4° visa de la lettre de mer, du journal ou registre de bord et du rôle d'équipage; 5° déclaration de simple relâche; 6° dépôts et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance, d'un décès, dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 7° certificat quelconque, à délivrer par le consul, exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

(2) Cette taxe n'est applicable qu'à Constantinople; elle répond à un service spécial.

**Tarief der door de Belgische Consuls in het buitenland
te heffen rechten.**

TABEL A.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
	AFDEELING I. — Akten betreffende den handel en de scheepvaart.		
1	Verzending (1) van een Belgisch vaartuig, 't zij het al of niet reizigers of koopwaren ingescheept of ontscheept heeft, mits het minstens vier-en-twintig uren in de haven of de reede liggen blijft :		
	Voor een schip van meer dan 1,000 ton . . .	Vast recht.	10 fr.
	Voor een schip van minder dan 1,000 ton . . .	Id.	5 »
2	Verzending (2) van een vaartuig, dat eene reede binnengeloopen is om eene verklaring bij eene vreemde-overheid af te leggen of een doorvaartrecht te betalen, indien het binnenloopen, heen en terug vier-en-twintig uren duurt of van een vaartuig dat minder dan vier-en-twintig uren in de haven of de reede blijft liggen, indien de tusschenkomst van een consul ingeroepen wordt.	Vast recht.	5 »
3	Visa van de gewaarmerkte vrachtlijsten, aflevering van een getuigschrift nopens de lading; opschrijving of doorhaling op de monsterrol, proces-verbaal van neerlegging door den gezagvoerder, van klacht uit hoofde van weggelopen manschappen en overeenstemmende doorhaling op de monsterrol, akte van neerlegging van borgstelling van sommen tot dekking van de kosten van terugzending naar het vaderland, verpleging, begraving van aan land achtergelaten zeelieden en overeenstemmende doorhaling op de monsterrol	Vast recht per akte, visa, inschrijving of doorhaling.	5 »

(1) Onder die benaming worden al de gewone formaliteiten en de akten verstaan, welke bij de aankomst en het vertrek van het vaartuig, van het consulaat gevorderd worden, te weten : 1° Eenvoudig verslag bij de aankomst. 2° bewijzen van aankomst en van vertrek, zonder aanduiding omtrent de lading, 3° verslag over de gezondheid, 4° visa van den scheepsbrief, van het scheepsboek of het scheepsregister en van de monsterrol, 5° verklaring van enkel binnenloopen. 6° neerlegging en processen-verbaal van neerlegging van elke door den gezagvoerder opgemaakte akte uit hoofde van eene misdaad of een wanbedrijf, van eene geboorte, van een sterfgeval, neerlegging van op zee opgemaakte testamenten, boedellijsten alsmede van de op de boedellijsten staande voorwerpen, 7° om het even welk door den consul af te leveren getuigschrift, vereischt door de plaatselijke overheid om het schip te laten vertrekken.

(2) Dat recht wordt enkel te Constantinopel toegepast. Het heeft betrekking op een bijzonderen dienst.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
4	Courtage et interprétation (1)	Droit fixe.	20 »
5	Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement (2) de ce document en cas de perte : Pour un navire de plus de 2000 tonneaux Pour un navire de plus de 1000 tonneaux jusqu'à 2000 tonneaux Pour un navire de plus de 300 tonneaux jusqu'à 1000 tonneaux Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous .	Droit fixe. Id. Id. Id.	50 » 30 » 20 » 10 »
6	Délivrance d'un journal de navigation ou remplacement (3) de ce document en cas de perte. .	Par journal.	20 fr.
7	Addition de feuilles au rôle d'équipage ou au journal de navigation	Pour la 1 ^{re} feuille. Pour les feuilles subséquentes, jusqu'à la 10 ^e .	5 » 2 »
8	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre, directement ou avec escale, dans un port belge, ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique, ou addition d'une feuille à la lettre de mer : Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux. . Pour un navire de 1,000 tonneaux et au-dessous.	Droit fixe. Id.	50 » 25 »
9	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique : Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux. . Pour un navire de 1,000 tonneaux et au-dessous.	Droit fixe. Id.	100 » 50 »
	N. B. — La désignation des experts chargés de délivrer un certificat de navigabilité du navire et le visa des signatures apposées par les experts sur le dit certificat, donnent respectivement ouverture à la perception des droits de 10 francs et de 5 francs fixés par les n°s 15 et 33 du tarif.		

(1) Comprend le seul visa de la lettre de mer.

(2) Sur la déclaration affirmée et signée par le capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

(3) En sus du remboursement du coût du journal.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
4	Makelarij en vertolking (1)	Vast recht.	20 »
5	Afgifte van een monsterrol of vervanging (2) van dat stuk bij verlies:		
	Voor een schip van meer dan 2,000 ton	Vast recht.	50 »
	Voor een schip van meer dan 1,000 ton tot 2,000 ton.	Vast recht.	30 »
	Voor een schip van meer dan 300 ton tot 1,000 ton.	Vast recht.	20 »
	Voor een schip van 300 ton en minder	Vast recht.	10 »
6	Afgifte van een scheepsboek of vervanging (3) van dat boek bij verlies	Per boek.	20 fr.
7	Toevoeging van bladen aan de monsterrol of aan het scheepsboek	Voor het eerste blad.	5 »
		Voor elk verder blad tot en met het tiende.	2 »
8	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief om aan een schip toe te laten zich rechtstreeks of mits eene andere haven aan te doen, in eene Belgische haven te begeven of eene reis te doen in eene andere richting vooraleer in België te komen, of toevoeging van een blad aan den scheepsbrief :		
	Voor een schip van meer dan 1000 ton.	Vast recht.	50 »
	Voor een schip van 1000 ton en minder	Id.	25 »
9	Afgifte van eenen voorloopigen scheepsbrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen :		
	Voor een schip van meer dan 1000 ton.	Id.	100 »
	Voor een schip van 1000 ton en minder.	Id.	50 »
	N. B. — De aanwijzing van de schatters, belast met de afgifte van het bewijs van zeewaardigheid van het schip en het visa van de naamteekeningen die door de schatters op bedoeld bewijs worden gesteld, geven wederzijds aanleiding tot inning van de rechten van 10 frank en van 5 frank bepaald bij de n ^{os} 15 en 33 van het tarief.		

(1) Omvat enkel het visa van den scheepsbrief.

(2) Op de bovenaan het ter vervanging gegeven stuk bevestigde en ondertekende verklaring van den gezagvoerder.

(3) Boven de terugbetaling van de kosten van het geleverd boek.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
10	Délivrance d'un passavant en cas de perte de la lettre de mer : Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux . . . Pour un navire de 1,000 tonneaux et au-dessous.	Droit fixe. Id.	60 » 40 »
11	Patente de santé pour un bâtiment belge ou pour un bâtiment étranger	Droit fixe.	10 »
12	Visa d'une patente de santé pour un bâtiment belge ou étranger	Droit fixe.	3 »
13	Protêt fait par le capitaine, à son arrivée, avec interrogatoire des gens de l'équipage et des passagers, ou procès-verbal de sauvetage d'un bâtiment naufragé ou capturé.	Droit fixe.	20 »
14	Contrat d'affrètement ou charte-partie, pour autant qu'il soit requis par le capitaine.	Droit fixe.	20 »
15	Arrêté ou procès-verbal du consul en matière commerciale ou maritime. Nomination d'experts et procès-verbal de prestation de serment. Dépôt de rapport d'experts. Homologation d'un règlement d'avarie	Par acte. Droit fixe.	10 fr.
	N. B. — La rémunération des experts, payée à part, suivant l'usage des lieux.		
16	Expédition d'un rapport d'experts	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	10 » 5 »
17	Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises dressé par le consul ou par le chancelier du consulat	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	10 » 5 »
18	Calcul et règlement d'un compte d'avarie à la personne qui en est chargée	Droit proportionnel (1) jusqu'à 10,000 francs. Sur le surplus. (Arrondie au franc supérieur minimum 2 fr.)	1/4 p. c. 1/8 p. c.

(1) Le droit n'est dû que sur la somme formant le montant de l'avarie.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
10	Afgifte van een vrijgeleide bij verlies van den scheepsbrief : Voor een schip van meer dan 1000 ton Voor een schip van 1000 ton en minder	Vast recht. Id.	60 fr. 40 »
11	Gezondheidspatent voor een Belgisch of voor een vreemd vaartuig.	Id.	10 »
12	Visa van een gezondheidspatent voor een Belgisch of een vreemd vaartuig.	Id.	3 »
13	Protest gemaakt door den gezagvoerder bij zijne aankomst, met ondervraging van het scheepsvolk en de passagiers, of proces-verbaal van redding van een vaartuig dat schipbreuk heeft geleden of buit gemaakt werd	Id.	20 »
14	Vrachtcontract of Charte-partij als zulks door den gezagvoerder gevorderd wordt	Id.	20 »
15	Besluit of proces-verbaal van den consul in zake handel of zeevaart. Benoeming van schatters en proces-verbaal van eedaflegging. Neerlegging van het verslag der schatters. Bekrachtiging van de vereffening eener averij N. B. — Het loon der schatters wordt afzonderlijk betaald volgens plaatselijk gebruik.	Per akte. Vast recht.	10 fr.
16	Afschrift van een schattersverslag	Eerste blad. Elk blad meer.	10 » 5 »
17	Akte van achterlating van een schip of van goederen opgemaakt door den consul of door den kanselier van het consulaat	Eerste blad. Elk blad meer.	10 » 5 »
18	Berekening en vereffening van eene avarijsrekening, voor den persoon die daarmee belast is.	Geëvenredigd recht (1) tot 10,000 fr. Op het overige. (Afgerond tot op den volgenden frank minimum 2 fr.)	1/4 t. h. 1/8 t. h.

(1) Het recht is maar verschuldigd op het bedrag der averij.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
19	Acte ou procès-verbal dressé par le consul ou le chancelier en matière commerciale ou maritime dans les cas non spécifiés	Par vacation.	20 fr.
	SECTION II. — Actes de l'état civil et actes de nationalité (1).		
20	Expédition d'un acte de naissance ou de décès.	Par acte.	5 »
21	Expédition d'un acte de mariage, d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, d'un acte de naissance avec mention de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte spécial ou avec mention de légitimation contenue dans un acte de mariage; d'un acte de divorce.	Par acte.	10 »
22	Affiche d'actes de publication de mariage, certificat de publication et de non opposition	Par acte.	5 »
23	Expédition d'un acte de déclaration de nationalité.	Id.	10 »
	SECTION III. — Actes administratifs.		
24	Passeports ordinaires	Id.	25 »
25	Passeports à des gens de mer.	Id.	Gratis.
26	Visa d'un passeport belge	Par visa.	5 fr.
	Visa ordinaire d'un passeport étranger.	Id.	Taxe de réciprocité minimum 10 fr.
	Visa aller et retour d'un passeport étranger	Id.	Taxe de réciprocité minimum 20 fr.
	Visa permanent (6 mois à 2 ans) d'un passeport étranger (2)	Id.	Taxe de réciprocité minimum 25 fr.
27	Visa de passeports pour gens de mer	Id.	Gratis.

(1) La minute des actes de l'état civil et des actes de nationalité ne donne lieu à aucune perception.

(2) Pour les visas permanents concernant la France, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique, voir les circulaires du Ministère des Affaires Étrangères des 2 août 1919, 18 août 1919 et 3 décembre 1919, n° 5928, Direction Cl.

Doorlopende nummers	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
19	Akte of proces-verbaal, door den consul of den kanselier opgemaakt in zake handel of zeevaart, in de niet afzonderlijk bepaalde gevallen . . .	Per zitting.	10 fr.
	AFDEELING II. — Akten van den burgerlijken stand en akten van nationaliteit (1).		
20	Afschrift van eene akte van geboorte of van overlijden	Per akte.	3 »
21	Afschrift van eene huwelijksakte; van eene akte tot erkenning van een onecht kind; van eene geboorteakte met vermelding van de door bijzondere akte gedane erkenning van een onecht kind of met vermelding van de in eene huwelijksakte vervatte echtverklaring; van eene akte van echtscheiding.	Per akte.	10 »
22	Uithangen van akten tot huwelijksafkondiging, bewijs dat de afkondiging gedaan is en geen verzet ingediend.	Per akte.	5 fr.
23	Afschrift van eene akte van nationaliteitsverklaring	Per akte.	10 »
	AFDEELING III. — Akten van bestuur.		
24	Gewone paspoorten	Per akte.	25 »
25	Paspoorten aan zeelieden	Id.	Kosteloos.
26	Visa van een Belgisch paspoort	Per visa.	5 fr.
	Gewoon visa van een vreemd paspoort	Id.	Wederkeurig recht minimum 10 fr.
	Visa heen en terug van een vreemd paspoort . . .	Id.	Wederkeurig recht minimum 20 fr.
	Bestendig visa (6 maanden tot 2 jaar) van een vreemd paspoort (2).	Id.	Wederkeurig recht minimum 25 fr.
27	Visa van paspoorten voor zeelieden	Id.	Kosteloos.

(1) Voor de minuut van de akten van den burgerlijken stand en van de akten van nationaliteit wordt niets geheven.

(2) Voor de bestendige visa's betreffende Frankrijk, Engeland en de Vereenigde Staten van Amerika zie de omzendbrieven van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van 2 Augustus 1919, 18 Augustus 1919 en 3 December 1919, N° 8928. Bestuur C.

No d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
28§	Certificat de vie	Par certificat.	5 fr.
29	Certificat d'immatriculation, de patente, de protection (1)	Par acte.	10 »
30	Visa de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente, de protection, ou tout autre visa non spécifié.	Par visa.	5 »
31	Visa du manifeste, de la charte-partie ou du connaissement pour des navires étrangers (2) . . .	Id.	10 »
32	Certificat d'origine, de provenance, de destination, de débarquement	Par certificat.	5 »
33	Certificat à délivrer aux navires étrangers en relâche	Id.	10 »
34	Certificat quelconque requis par l'autorité locale.	Id.	5 »
35	(3) Légalisation d'un acte de l'État-civil demandée dans un intérêt belge	Par légalisation.	3 fr.
	Légalisation de tout autre pièce demandée dans un intérêt belge	Id.	5 »
	Légalisation d'un acte de l'État-civil demandée dans un intérêt étranger	Id.	Taxe de réciprocité minimum 6 fr.
	Légalisation de toute autre pièce demandée dans un intérêt étranger	Id.	Taxe de réciprocité minimum 10 fr.

(1) L'inscription sur les registres du consulat ne donne lieu à aucune perception.

(2) Pour les navires belges, le visa est compris dans la rubrique 3.

(3) La légalisation par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat, ne donne lieu à aucune perception.

La légalisation de plusieurs signatures apposées sur le même acte ne compte que pour une légalisation.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
28	Levensbewijs	Per bewijs.	5-fr.
29	Bewijs van inschrijving op het stamboek, van het beschermingspatent (1) of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa.	Per akte.	10 »
30	Visa van het bewijs van inschrijving op het stamboek, van het bewijs van nationaliteit, van het beschermingspatent of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa.	Per visa.	5 »
31	Visa van de gewaarmerkte vrachtilijst, aan de Charte-partij of den ladingsbrief voor vreemde schepen (2)	Per visa.	10 »
32	Bewijs van oorsprong van afkomst, van bestemming, van ontscheping	Per bewijs.	5 »
33	Bewijs af te leveren aan binnengelooopen vreemde schepen	Per bewijs.	10 »
34	Bewijs om het even hetwelk, gevorderd door de plaatselijke overheid	Per bewijs.	5 »
35	(3) Echtverklaring eener akte van den burgerlijken stand aangevraagd in een Belgisch belang.	Per echtverklaring.	3 fr.
	Echtverklaring van elk ander stuk in een Belgisch belang aangevraagd	Id.	5 »
	Echtverklaring eener akte van den burgerlijken stand aangevraagd in een vreemd belang . .	Id.	wederkeerig recht : minimum 6 fr.
	Echtverklaring van elk ander stuk aangevraagd in een vreemd belang	Id.	wederkeerig recht : minimum 10 fr.

(1) Voor de inschrijving op de boeken van het consulaat wordt niets gegeven.

(2) Voor de Belgische schepen is het visa begrepen in rubriek 3.

(3) Voor de echtverklaring, door den consul, van eene akte ontvangen door den kanselier, evenals van eene door een ambtenaar van het consulaat opgemaakte of echtverklaarde akte, wordt niets gegeven. De echtverklaring van verscheidene handteekeningen gesteld op dezelfde akte, telt maar voor eene echtverklaring.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION IV (1). — Actes du Ministère des Notaires (Voir tableau B).			
SECTION V. — Actes conservatoires après décès (2).			
36	Réquisition à fin d'apposition ou de levée de scellés.	Par acte.	10 fr.
37	Opposition à la levée des scellés.	Id.	10 »
38	Procès-verbal d'apposition et procès-verbal de levée des scellés.	Par vacation.	15 »
39	Substitution ou remplacement du gardien des scellés.	Id.	15 »
40	Convocation du Conseil de famille	Id.	15 »
41	Procès-verbal d'une délibération du Conseil de famille.	Id.	15 »
42	Expédition ou extrait des procès-verbaux mentionnés ci-avant	Par rôle de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne.	3 »
SECTION VI. — Tribunaux consulaires (Voir tableau B).			
SECTION VII. — Actes divers.			
43	Dépôt volontaire de sommes d'argent, matières premières, valeurs négociables, marchandises ou effets mobiliers (3).	1° Par acte de dépôt. 2° Droit sur le montant de la somme ou de la valeur estimée.	15 fr. 1 p. c. pour les six premiers mois du dépôt au moins, 1/2 p. c. pour chaque trimestre ou fraction de trimestre au delà des six premiers mois. Arrondie au franc supérieur minimum 2 fr.

(1) Les émoluments pour les actes du ministère des notaires ne sont pas dus si l'acte, la copie ou l'extrait est nul par la faute du consul. L'honoraire tarifé d'un acte comprend, à l'exclusion de tous les déboursés, l'émolument de tous les devoirs principaux et accessoires du ministère des notaires auxquels cet acte donne lieu, sans les droits de rôle ou de copie et les frais de déplacement, de séjour, et de nourriture. L'honoraire de la disposition tarifée au taux le plus élevé est seul perçu lorsqu'un acte contient des dispositions qui dérivent ou dépendent les unes des autres, au point d'impliquer, en droit ou en fait, une seule opération lorsque cette connexité n'existe pas, l'honoraire de chacune des dispositions est perçu, sans, cependant qu'une même valeur puisse subir plus d'une fois l'honoraire proportionnel.

(2) En cas d'indigence des intéressés, il doit être fait remise des taxes qui font l'objet de cette section.

(3) Le droit proportionnel à percevoir lors du retrait du dépôt n'est pas exigible lorsque le dépôt ne comprend que des pièces, des effets ou des titres nominatifs qui, en cas de perte, de vol ou de destruction peuvent être remplacés sans préjudice pour le dépositaire. L'acte de retrait d'un dépôt ne donne lieu à aucun droit.

Doorloopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
	AFDEELING IV. (1) — Akten van het notarisambt. (Zie tabel B.)		
	AFDEELING V. — Bewaringsakten na overlijden (2).		
36	Aanzoek om zegels te leggen of te lichten	Per akte.	10 fr.
37	Verzet tegen het lichten van zegels	Id.	10 »
38	Proces-verbaal van leggen en proces-verbaal van lichten van zegels	Per zitting.	15 »
39	Inplaatsstelling of vervanging van den zegelbewaarder	Id.	15 »
40	Beleggen van een familieraad.	Id.	15 »
41	Proces-verbaal van eene beraadslaging van den familieraad	Id.	15 »
42	Afschrift of uittreksel van de vermelde processen-verbaal	Per blad van 25 regels perblad-zijde en 15 lettergrepen per regel.	3 »
	AFDEELING VI. — Consulaire rechtbanken. (Zie tabel B.)		
	AFDEELING VII. — Verschillende akten.		
43	Vrijwillige neerlegging van geldsommen, grondstoffen, verhandelbare waarden, koopwaren of roerende voorwerpen	(3) 1° Per akte van neerlegging; 2° Recht op het bedrag der som of der geschatte waarde.	15 fr. 1 t. h. voor de eerste zes maanden neerlegging of korteren tijd. 1/2 t. h. voor geheel of gedeeltelijk kwartaal na de eerste zes maanden. Afgerond tot op den volgenden frank. Minimum 2 fr.

(1) Het loon voor de akten van het notarisambt is niet verschuldigd indien de akte, het afschrift of het uittreksel nietig is door de schuld van den consul. In het tariefsloon voor eene akte is, met uitsluiting van alle voorschotten, het loon begrepen van alle hoofdzakelijke en toevallige plichten van het notarisambt, waartoe die akte aanleiding geeft behalve de blad- of afschrijfkosten en de reis-, verblijf- en voedingskosten. Het loon voor de hoogst getaxeerde bepaling wordt alleen geheven wanneer eene akte bepalingen bevat welke uit elkander voortvloeien of van elkander afhangen in dier voege, dat zij naar rechten of feitelijk eene enkele verrichting uitmaken. Wanneer zulk verband niet bestaat, wordt het loon voor elke der bepalingen geheven, met dien verstande dat het geëveurend loon niet meer dan eens op dezelfde waarde wordt toegepast.

(2) Zoo de belanghebbenden onvermogen zijn moeten zij vrijgesteld worden van de rechten, waarvan in deze afdeling sprake is.

(3) Het bij de intrekking van de neerlegging te heffen geëvenredigd recht wordt niet gevorderd wanneer de neerlegging enkel bestaat uit stukken, effecten of nominale titels welke bij verlies, diefstal of vernieling, zonder nadeel voor den inbewaringgever vervangen kunnen worden. Voor de akte van intrekking van eene neerlegging wordt niets geheven.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
44	Recouvrement de créances, de successions ou de sommes quelconques effectué à la suite de l'intervention consulaire (1)	Sur le montant des valeurs recouvrées.	1 p. c. sur les premiers 20,000 francs, 1/2 p. c. sur les 10,000 francs suivants, 1/4 p. c. sur le surplus. Arrondie au franc supérieur minimum 2 fr.
45	Décret, acte ou procès-verbal non spécialement tarifé	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	10 fr. 5 »
46	Expédition ou extrait d'un acte non spécialement tarifé	Par rôle.	5 »
47	Copie en langue étrangère.	Id.	10 »
48	Traduction certifiée conforme	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	20 » 10 »
<i>Tableau B.</i>			
I. — Frais de déplacement et de séjour.			
49	Frais de séjour du consul général	Par jour.	40 »
	— consul	Id.	30 »
	— vice-consul	Id.	20 »
50	Frais de séjour de chancelier.	Id.	15 »

(1) Le cumul du droit de recouvrement avec le droit de dépôt est interdit.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
44	Invordering van schulden, nalatenschappen of om 't even welke sommen gedaan ten gevolge van consuls-bemiddeling (1)	Op het bedrag der ingevorderde waarden.	1 t. h. op de eerste twintig duizend fr ; 1/2 t. h. op de volgende tien duizend fr ; 1/4 t. h. op het overige. Afgerond tot op den fr. Minimum 2 frank.
45	Niet afzonderlijk getarifeerd decreet, akte of proces-verbaal	Eerste blad. Voor elk blad meer.	10 fr. 5 »
46	Afschrift of uittreksel van eene niet afzonderlijk getarifeerde akte.	Per blad.	5 »
47	Afschrift in eene vreemde taal	Per blad.	10 »
48	Echtverklaarde vertaling	Eerste blad. Voor elk blad meer.	20 » 10 »
<i>Tabel B.</i>			
1. — Reis- en verblijfkosten.			
49	Verblijfkosten van den Consul-generaal	Per dag.	40
	— den Consul	id.	30
	— den Vice-Consul	id.	20
50	— den Kanselier	id.	15

(1) Het heffen van het invorderingsrecht en het neerleggingsrecht te zamen is verboden.

II. — Actes du ministère des notaires.

Les consuls peuvent percevoir pour la réception des actes notariés les mêmes émoluments que ceux alloués aux notaires du Royaume par l'arrêté royal du 27 mars 1893.

Ces émoluments seront acquis de plein droit aux agents qui signeront ces actes, soit en leur qualité de gérant du consulat, soit en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire du poste ou en vertu d'une délégation de ce dernier.

III. — Tribunaux consulaires.

Sauf pour les actes tarifés aux présents tableaux A et B, les tarifs en usage dans le Royaume sont applicables aux actes de la juridiction civile, commerciale et répressive dans les tribunaux consulaires belges en pays hors chrétienté.

En matière civile et commerciale, les frais sont taxés par le tribunal consulaire.

En matière répressive, les frais sont alloués par le tribunal consulaire lorsque le tarif en usage dans le Royaume confie cette allocation aux magistrats.

IV. Services spéciaux.

Acte passé, sur requête de l'intéressé, en dehors des heures norma-

II. Akten van het notarisambt.

De consuls kunnen voor het ontvangen van notarieele akten hetzelfde loon eischen als datgene welk aan de notarissen van het Koninkrijk toegekend wordt door het Koninklijk besluit van 27 Maart 1893.

Dit loon komt van rechtswege aan de agenten toe die deze akten zullen ondertekenen, hetzij in hunne hoedanigheid van beheerder van het consulaat hetzij in geval van afwezigheid of verhindering van den titularis van den post of krachtens eene volmacht van dezen laatste.

III. Consulaire rechtbanken.

Behalve voor de akten getarifeerd in onderhavige tabellen A en B zullen de in het Koninkrijk gebruikte tarieven van toepassing zijn op de akten der burgerlijke, handels- of strafrechtsmacht in de Belgische consulaire rechtbanken in de landen buiten de Christenheid.

In burgerlijke en handelszaken worden de kosten begroot door de consulaire rechtbank.

In strafzaken worden de kosten toegewezen door de consulaire rechtbank wanneer het in het Koninkrijk in gebruik zijnde tarief deze toewijzing aan de magistraten overlaat.

IV. — Bijzondere diensten.

Op verzoek van den belanghebbende verleden akte buiten de normale

les de chancellerie(1): en plus de la taxe figurant au tableau A, une somme égale à cette taxe.

Acte passé, sur requête de l'intéressé, entre 10 heures du soir et 6 heures du matin : en plus des taxes prévues à l'article précédent, une somme égale à la taxe correspondante figurant au tableau A.

Frais de déplacement d'un agent du consulat : le montant des déboursés. (2)

Si ce déplacement a entraîné l'application de l'article 49 à un autre intéressé : le montant de la taxe visée au dit article.

(1) Les Chancelleries consulaires seront accessibles au public cinq heures par jour ouvrable. Ces heures seront fixées par le Chef de poste conformément aux usages locaux. Elles seront affichées à la porte de la Chancellerie.

(2) Le compte de ces frais, que les agents s'efforceront d'ailleurs de renfermer dans les limites les plus étroites, sera affirmé par le consul pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui pour celles qui concernent le vice-consul ou le chancelier.

Donné à Bruxelles le 25 juillet 1920.

kanselarij-uren (1) : boven het recht voorkomend in tabel A, eene som gelijk aan dit recht.

Op verzoek van den belanghebbende verleden akte tusschen 10 uur 's avonds en 6 uur 's morgens : boven de rechten in voorgaand artikel voorzien, eene som gelijk aan het overeenkomend recht voorkomend op tabel A.

Reiskosten van een agent van het consulaat: het bedrag der voorschotten (2).

Indien de reis de toepassing van artikel 49 voor eenen anderen belanghebbende heeft medegebracht, het bedrag van het recht bedoeld in gezegd artikel.

(1) De consulaire kanselarijen zullen voor het publiek toegankelijk zijn gedurende vijf uren per werkdag. Deze uren zullen door het hoofd van den post bepaald worden overeenkomstig de plaatselijke gebruiken. Ze zullen aan de deur der Kanselarij worden aangeplakt.

(2) De rekening van die kosten, welke de agenten overigens tot het volstrekt noodige beperken, wordt door den consul bevestigd voor de uitgaven die hem betreffen en door hem gevisceerd voor de uitgaven die den vice-consul of den kanselier aangaan.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Juli 1920.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères.

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.



(7XIV)

(1)
(N^r 472.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JULI 1920.

Ontwerp van wet betreffende het tarief der consulaire rechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het tarief der rechten te heffen door de Belgische consuls in het buitenland is van kracht geworden door de wet van 16 Maart 1854, en werd achtereenvolgens gewijzigd door de wetten van 22 Oktober 1897 en 20 Juni 1910.

Het tarief vastgesteld door de wet van 20 Juni 1910 beantwoordt niet meer aan de tegenwoordige eischen.

Het is dus onontheerlijk er wijzigingen aan toe te brengen.

Immers de Vreemde Regeeringen hebben, dikwijls op zeer aanzienlijke wijze het bedrag der door hunne consulaire agenten geheven rechten, verhoogd. Van den anderen kant is de prijs van het leven in aanmerkelijke verhoudingen verhoogd, en is de koopkracht van het geld merkbaar verminderd.

Het wetsontwerp dat ik de eer heb U voor te leggen, voorziet dus eene verhooging, overeenkomstig de omstandigheden, van al de rechten door onze consuls geheven; het vult de thans omtrent deze zaak van kracht zijnde beschikkingen aan, terwijl het zekere leemten, die bestaan in de wet van 20 Juni 1910, aanvult.

Gij zult aan den anderen kant vaststellen dat het wetsontwerp eene nieuwigheid invoert: het tarief der rechten is verdeeld in twee tabellen: de eerste (A.) omvat de eigenlijke bestuurlijke rechten, de tweede (B.) omvat aan den eenen kant, die welke niet anders zijn dan eene vergoeding voor een bijzonder werk of eene schadeloosstelling voor uitgaven door den agent gedaan: Zij zullen, als voorheen, in hun geheel aan den agent, die ze heft, toekomen; aan den anderen kant, de rechten en de toelagen in zake consulaire gerechtskosten: deze zullen de bestemming krijgen die hun door de bijzondere wetten omtrent deze zaak gegeven is.

Wat de eersten betreft (A.), moet tussehen twee gevallen onderscheid gemaakt worden; wanneer de ontvangende agent een door den Staat bezoldigde consul is, bepaalt het ontwerp dat hun bedrag in de Schatkist zal

teruggestort worden; wordt de agent niet door den Staat bezoldigd, dan komt de helft van het ontvangen bedrag hem toe als vergoeding voor het consulaire werk dat hij op zich neemt terwijl de andere helft in de Schatkist zal teruggestort worden; het werd echter billijk geoordeeld dat aan den agent het totaal der inningen worde voorbehouden tot het bedrag eener vaste som overeenstemmend met de belangrijkheid van zijn ambt en die 4,000 frank per jaar zou beloopten voor een consulaire agent, 6,000 frank per jaar voor een vice-consul en 8,000 per jaar voor een consul. Dit stelsel, van kracht in verschillende vreemde landen, heeft er uitslagen gegeven die toelaten er de aanneming van aan te bevelen.

De Regeering was van oordeel dat het innen dezer rechten door den Staat eene waardeerbare bron van inkomsten voor de Schatkist zou kunnen uitmaken.

De onoverkomelijke moeilijkheden, die zouden voortspruiten uit de toepassing op de niet-bezoldigde consuls der algemeene regels der wet op den rekendienst van den Staat, hebben de opname van artikel 8 in het ontwerp gerechtvaardigd.

Indien gij het toestaat, Mijne Heeren, zullen wij de verschillende afdeelingen der tabellen *A* en *B* terloops nagaan.

Tabel A.

Afdeeling I.

Het aan de wet van 20 Juni 1910 toegevoegde tarief legde, zooals het vorige tarief, de betaling eener vaste som op per schip, welke ook de belangrijkheid was der consulaire tusschenkomst.

Sommige zeevarende natiën heffen integendeel minder hooge taxen, toepasselijk op elke tusschenkomst van den consul; in dit geval wordt de scheepvaart dus maar met kosten belast in verhouding met het beroep dat zij doet op de hulp der consuls.

Aangezien onze scheepsbevrachters hunne voorkeur hebben te kennen gegeven voor dit laatste stelsel, hetwelk van kracht is in Engeland, is het wenschelijk gebleken in dezen zin den grondslag der heffing te wijzigen.

Wat het bedrag der in het nieuwe ontwerp voorgestelde rechten betreft, dit is uiterst gematigd, en kan uit het oogpunt van den handel beschouwd worden als van geen belang zijnde in vergelijking met de andere kosten, waaraan de scheepvaart thans onderworpen is.

De rubrieken 1, 2 en 3 zijn opgesteld volgens de hierboven uiteengezette gedachten.

De rubriek 8 is aangevuld geworden met de bijvoeging der woorden : « of toevoeging van een blad aan den scheepsbrief ».

De zin : « dat geen aanleiding heeft gegeven tot de formaliteiten van verzending bedoeld bij de N^{rs} 1 en 2 », nutteloos geworden tengevolge der wijziging der rubrieken 1, 2 en 3, werd in rubriek 11 weggelaten.

In rubriek 12 zijn om dezelfde redenen bijgevoegd de woorden : *Belgisch* of vreemd vaartuig.

Het beloop der rechten is verhoogd geworden zonder echter verdubbeld te zijn. Ten einde de berekening betreffende de heffing in vreemde munt

te vergemakkelijken heeft men zich gehouden aan veelvouden van 5 frank. Om dezelfde reden zijn de bepalingen opgenomen waardoor de bedragen der percentages afgerond worden en voor deze een minimum van 2 frank vastgesteld wordt.

Afdeeling II.

Artikel 24 van het oude tarief voorzag de heffing van een bijzonder recht voor eene huwelijksakte de echtverklaring van een onecht kind inhoudend. Aangezien dit verschil eigenlijk geen reden van bestaan heeft, werd die rubriek in het nieuwe ontwerp weggelaten.

Afdeeling III.

Daar de verplichting van het paspoort gehandhaafd blijft in bijna alle vreemde landen en aangezien op het huidig oogenblik niets toelaat of de afschaffing van te voorzien, zijn belangrijke wijzigingen aangebracht in de rubriek hebbend betrekking op de paspoorten.

Het recht voor de aflevering van een paspoort aan Belgische onderdanen is van 8 frank op 25 frank en dat der volgende visa's op 5 frank gebracht : deze heffingen komen overeen met die welke de vreemde landen thans van hunne onderhoorigen voor dezelfde diensten vorderen.

Mijn Departement was daarenboven van plan de rechten geheven uit hoofde van het visa der paspoorten van vreemde onderdanen gelijk te maken.

Met het oog op de hooge rechten welke pas door zekere vreemde Regeeringen zijn ingevoerd voor het visa van de paspoorten der Belgische onderdanen is het niet mogelijk geweest aan dit plan gevolg te geven : het beginsel der wederkeerigheid is dus in het hierbijgevoegde ontwerp opgenomen, 't is te zeggen dat onze consulaire agenten voor het visa van het paspoort van een onderdaan eener vreemde mogendheid een recht zullen heffen gelijk aan datgene wat geheven zou worden door de consulaire overheid van het land van den aanvrager voor het visa van het paspoort van een Belgischen onderdaan.

Er is nochtans een minimum-tarief voorzien geworden rechten omvattende welke in hun geheel overeenkomen met die welke door de meeste vreemde overheden ten laste der Belgische onderdanen geheven worden.

Een gelijke wijze van taxatie wordt toegepast wat betreft de echtverklaring van stukken aan de consuls gevraagd ten behoeve van een vreemd belang.

Wat de afdeeling V aangaat, brengt de Regeering n^o 42 van het nieuwe tarief (n^o 81 van het oude) « Afschrift of uittreksel van de processen-verbaal » (met betrekking tot de bewaringsakten na overlijden) in overeenstemming met littera 59 van artikel 18 van het Koninklijk besluit van 27 Maart 1893 en met artikel 26 der wet van 25 Maart 1891 (zegelwetboek) en voegt er aan toe : Per blad van 25 regels per bladzijde en 15 lettergrepen per regel. . . frank 3.00.

Tabel B.

Afdeeling I.

Aangezien de kosten van het leven in het buitenland in zeer merkbare verhoudingen gestegen zijn, is het volstrekt noodzakelijk gebleken de cijfers van het

tarief betreffende de reiskosten der consuls in overeenstemming daarmede te verhoogen.

Afdeeling II — Akten van het notarisambt.

De wet van 20 Juni 1910, waarbij het tarief der rechten te heffen door de Belgische consuls in het buitenland herzien wordt, had, in haar geheel, de vergoedingen, welke de consuls gerechtigd zijn te heffen wanneer zij akten of kontrakten van het notarisambt ontvangen, gelijkgesteld met de honoraria welke door het Koninkrijk besluit van 27 Maart 1893 voor dezelfde akten toegekend worden aan de notarissen van het Koninkrijk. Deze maatregel was gerechtvaardigd door de uitbreiding, welke in den loop dier laatste jaren de notariele werkzaamheden der agenten van den buitenlandschen dienst hadden verkregen.

Onze landgenooten, die in den loop van den oorlog hebben moeten uitwijken, hebben den weg naar onze consulaten leeren kennen; zij hebben het voordeel en de waarborgen, welke hun de notariele bevoegdheden der Belgische consuls verschaffen, naar waarde kunnen schatten. Daaruit is eene steeds toenemende uitbreiding der werkzaamheden onzer genten ontstaan, die meermalen bij voorkeur een beroep op hunne tusschenkomst zien doen in plaats van op de duurdere tusschenkomst der plaatselijke notarissen. Het is deze reden die de Regeering er toe heeft aangezet de tarifeering der honoraria van de consuls in zake oorspronkelijke akten en kontrakten geheel in overeenstemming te brengen met die vastgesteld ten bate der Belgische notarissen.

Afdeeling III. — Consulaire rechtbanken.

De Regeering heeft besloten dat, behalve voor de akten getarifeerd in tabellen *A* en *B*, op de akten der consulaire rechtbanken rechten zullen geheven worden volgens de in België in gebruik zijnde tarieven.

Deze tarieven worden thans herzien en in overeenstemming gebracht met den huidige koers van den Belgischen frank; ook heeft het Departement van Buitenlandsche Zaken voorzien dat de rechten geheven worden in wettige munt van de plaats der heffing, omgezet in franken, aan den koers van den frank goud.

Gij zult vaststellen dat de tekst der rubriek « Consulaire rechtbanken » verschillende stelsels van taxatie voorziet naar gelang er sprake is van kosten in burgerlijke of handelszaken of van kosten in strafzaken.

De hieronder uiteengezette redenen hebben de Regeering er toe gebracht in de consulaten dit onderscheid in te stellen, dat trouwens in het Koninkrijk bestaat.

In burgerlijke en handelszaken bestaat het geschil tusschen twee partijen; de gerechtskosten welke door dit geschil ontstaan moeten gedragen worden door eene van beiden of door allebei, en de begrooting dezer kosten door den Rechter gelast het geschil te slechten, blijkt eene gerechtelijke beslissing te zijn; door te begrooten doet hij rechterswerk, werk onderworpen aan de gewone regels der burgerlijke rechtspleging en dat onder andere kan bestreden worden langs den weg van verzet door derden. Zijne beslissing zal, zonder dat het beginsel van de afscheiding der Staatsmachten miskend

worde, niet aan de goedkeuring der bestuurlijke overheden kunnen onderworpen worden.

In strafzaken daarentegen, worden de akten die aanleiding geven tot gerechtskosten door de Openbare Partij gevorderd. De Staat verschiet ze en draagt ze, in geval van vrijspraak; doordat hij de betaling van deze uitgave door de kas van den Staat toelaat, handelt de magistraat als afgevaardigde van het Bestuur. Deze kosten worden van den veroordeelde slechts teruggevorderd volgens de begroeting gemaakt door het vonnis van veroordeeling. Het is door toepassing dezer beginselen dat in strafzaken de consulaire rechtbank de kosten zal toewijzen in alle gevallen waarin het tarief dit vermogen aan de magistraten van het Koninkrijk toekent.

Misbruiken zijn niet te vreezen; deze zouden zich slechts hebben kunnen voordoen in zake onderzoek door deskundigen en in zake reis- en verblijfkosten. Maar volgens het ontwerp der Commissie voor de herziening van het tarief in strafzaken, zullen de staten van de kosten der vereischte deskundigen, alvorens betaald te worden, aan het Departement van Justitie moeten voorgelegd worden; wanneer dit laatste ze overdreven acht, zal het de zaak bij de « Commissie der Kosten van Strafrechtspraak » aanhangig maken.

Wat de reis- en verblijfkosten van het personeel der consulaten betreft, deze zijn uitdrukkelijk getarifeerd, de reiskosten worden terugbetaald, terwijl de verblijfkosten enkel tot eene vaste vergoeding aanleiding geven.

Afdeeling IV.

Het is nuttig gebleken de rechten te bepalen die de agenten gerechtigd zijn te heffen voor de buiten de kanselarijuren verrichte werkzaamheden en het minimum-aantal uren vast te stellen gedurende dewelke de Kanselarijen voor het publiek toegankelijk zullen moeten zijn.

In dringende gevallen kan het noodig zijn de consulaire tussenkomst op elk uur in te roepen, maar het zou onmogelijk zijn de agenten te verplichten zich voortdurend ter beschikking van het publiek te houden, daar hunne werkzaamheden hen trouwens verplichten in hunne standplaats rond te gaan voor de studiën en de onderzoeken welke zij ondernemen. Ook heeft men geoordeeld dat het getal van vijf uren per werkdag aan alle noodwendigheden beantwoordde; maar in bijzondere gevallen zal het den belanghebbenden altijd mogelijk zijn beroep op den Consul te doen buiten de voorziene uren, mits de agent schadeloos worde gesteld voor de stoornis welke hem hierdoor wordt veroorzaakt.

De voorafgaande overwegingen schijnen mij voldoende te zijn om de U voorgelegde voorstellen te rechtvaardigen. Ook koestert de Regeering het vertrouwen dat gij ze wel zult willen aannemen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

36

PROJET DE LOI

concernant le tarif des taxes
consulaires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter en
Notre Nom, aux Chambres Légis-
latives, le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les tableaux *A* et *B* annexés à la
présente loi fixent le tarif des droits
qui seront à l'avenir perçus dans les
chancelleries consulaires de Bel-
gique à l'étranger, sauf les réserves
énoncées à l'article 5.

ART. 2.

Lorsque les circonstances locales
entraîneront l'intervention consu-
laire pour des actes qui ne sont pas
prévus dans les tableaux précités,
il appartiendra au Gouvernement
de réglementer le montant des
droits à percevoir. Cette réglemen-

ONTWERP VAN WET

betreffende het tarief der consulaire
rechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Buitenlandsche Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast, in Onzen Naam, bij
de Wetgevende Kamers het wets-
ontwerp aan te bieden waarvan de
inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Het tarief der rechten welke in
de Belgische consulaire kanselarijen
in het buitenland voortaan zullen
geheven worden is vastgesteld in de
bij deze wet gevoegde tabellen *A* en
B, zonder afbreuk te doen aan wat
voorbehouden is in artikel 5.

ART. 2.

Wanneer de plaatselijke omstan-
digheden de consulaire tusschen-
komst zullen vergen voor akten die
in voormelde tabellen niet voorzien
zijn, zal de Regeering het bedrag
der te heffen rechten behooren te
regelen. Deze regeling zal bij wijze

tation se fera par voie d'arrêtés royaux.

ART. 3.

Les agents émargeant au budget du Département des Affaires Étrangères verseront à l'Etat la totalité des taxes perçues par eux en vertu du tableau A.

ART. 4.

Les taxes prévues au tableau A sont acquises dans leur intégralité aux consuls non rétribués jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

4,000 francs par an s'il s'agit d'une agence consulaire;

6,000 francs par an s'il s'agit d'un vice-consulat;

8,000 francs par an s'il s'agit d'un consulat.

Il est prélevé 50 p. c. au profit du Trésor sur l'excédent des quotités indiquées ci-dessus.

En cas de changement de titulaire en cours d'année, le calcul de la part revenant au Trésor sera effectué d'après ce barème et au prorata de la durée.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condition de réciprocité, la gratuité ou une réduction spécifiée du prix de certaines des opérations de chancellerie soumises à des taxes en vertu du tarif A ci-annexé.

van koninklijke besluiten geschieden.

ART. 3.

De van de begrooting van het Departement van Buitenlandsehe Zaken afhangende agenten zullen aan den Staat het volle bedrag stor-ten der door hen krachtens tabel A geheven rechten.

ART. 4.

De taxen voorzien in tabel A komen in hun geheel toe aan de onbezoldigde consuls tot een beloop der volgende sommen :

4,000 frank per jaar indien het een consulaire agentschap geldt;

6,000 frank per jaar indien het een vice-consulaat geldt;

8,000 frank per jaar indien het een consulaat geldt.

Op het overschot der hierboven aangeduide bedragen wordt 50 t. h. afgehouden ten bate der Schatkist.

In geval van verandering van den titularis in den loop van het jaar zal de berekening van het aan de Schatkist toekomende gedeelte geschieden volgens dit barema en naar evenredigheid van den duur.

ART. 5.

De Regeering is gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid, met de vreemde Mogendheden schikkingen te treffen waarbij sommige der kanselarij-verrichtingen, welke krachtens het hierbij gevoegde tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld of eene bepaalde vermindering van prijs ondergaan.

La gratuité est en outre acquise de plein droit :

1^o aux actes destinés aux indigents;

2^o aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif et notamment aux titres de voyage des fonctionnaires belges voyageant en service, ainsi que, à titre de courtoisie internationale, aux actes réclamés en leur qualité officielle pour leur usage personnel ou celui de leur suite, par les agents officiels des Puissances amies, ce à titre de réciprocité;

3^o aux certificats de vie et autres documents auxquels la gratuité est accordée en vertu de l'article 8 de la loi des finances du 30 décembre 1903;

4^o aux décrets et arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes ou de tous autres actes;

5^o aux actes des tribunaux consulaires auxquels la gratuité est, dans les mêmes circonstances, acquise en Belgique.

ART. 6.

Les taxes sont perçues en monnaie légale du lieu de la perception, transformée en francs au cours du franc or.

ART. 7.

La remise des fonds, la comptabilité et les autres détails d'application de la présente loi seront réglés

Daarenboven wordt van rechtswege de kosteloosheid verleend :

1. voor de akten bestemd voor onvermogen personen;

2. voor destukken, gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het belang van het algemeen of van het beheer, en vooral voor de reispapieren der Belgische ambtenaren reizende voor den dienst, alsook, uit internationale hoffelijkheid, voor akten gevraagd in hunne officieele hoedanigheid, voor hun persoonlijk gebruik of dat van hun gevolg, door de officieele agenten der bevriende Mogendheden, dit onder voorwaarde van wederkeerigheid;

3. voor levensbewijzen en andere stukken waarvoor de kosteloosheid verleend wordt krachtens artikel 8 van de wet der financiën van 30 December 1903;

4. voor consulsdecreten of-besluiten, enkel ten doel hebbende de beteekening of de opzending van verzoekschriften of van alle andere akten;

5. voor akten van de consulaire rechtbanken waarvoor de kosteloosheid, in dezelfde omstandigheden, in België verleend wordt.

ART. 6.

De rechten worden geheven in de wettige munt van de plaats der heffing, omgezet in franken aan den koers van den frank goud.

ART. 7.

De afgeving der fondsen, de reken-dienst en de andere bijzonderheden omtrent de toepassing van onder-

mentés par le Ministre des Affaires Étrangères.

ART. 8.

La loi générale sur la comptabilité de l'État n'est applicable aux consuls que dans la mesure à déterminer par des arrêtés royaux.

ART. 9.

La loi du 28 juillet 1849, celle du 20 juin 1910 et le tarif y annexé ainsi que l'article 7 de l'ordonnance du Roi de France du 3 mars 1781 sont abrogés à partir de la mise en vigueur de la présente loi déterminée, pour les divers postes, par des arrêtés royaux.

ART. 10.

Les taxes perçues par les consuls de carrière en vertu de la loi du 20 juin 1910, depuis l'application du barème des traitements consulaires spécifiés en annexe au budget des Affaires Étrangères pour 1919 et jusqu'au jour où la présente loi entrera en vigueur seront restituées au Trésor. Il est fait exception toutefois pour les taxes énumérées aux Sections I (frais de déplacement et de séjour) et II (actes du Ministère des notaires) du tableau B annexé à la dite loi.

havige wet zullen door den Minister van Buitenlandsche Zaken geregeld worden.

ART. 8.

De algemeene wet betreffende den rekendienst van den Staat is slechts toepasselijk op de consuls in de door koninklijke besluiten vast te stellen mate.

ART. 9.

De wet van 28 Juli 1849, die van 20 Juni 1910 en het daarbij gevoegde tarief alsook artikel 7 van de verordening van den Koning van Frankrijk van 3 Maart 1781 zijn ingetrokken te rekenen van het in werking treden van onderhavige wet die voor de verschillende posten bij koninklijke besluiten zal vastgesteld worden.

ART. 10.

De rechten door de beroepsconsuls geheven krachtens de wet van 20 Juni 1910, sedert de toepassing van het barema der consulaire jaarwedden vastgesteld in een toevoegsel aan de begrooting van Buitenlandsche Zaken voor 1919 en tot op den dag waarop onderhavige wet van kracht zal worden, worden in de Schatkist teruggestort. Er wordt nochtans eene uitzondering gemaakt voor de rechten opgesomd in Afdeelingen I (Reis- en verblijfskosten) en II (Akten van het notarisambt) van de bij gezegde wet gevoegde tabel B.

**Tarif des droits à percevoir
par les consuls belges à l'étranger.**

Observations générales.

I. Les consuls accorderont remise totale des droits fixés par le tarif :

1° Aux actes réclamés ou présentés par les ressortissants d'un pays avec lequel le Gouvernement a conclu un arrangement par application de l'article 5 de la présente loi et spécialement désignés dans cet arrangement;

2° Aux actes destinés aux indigents;

3° Aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif;

4° Aux certificats de vie et aux actes de notoriété délivrés pour pensions n'excédant pas 2,000 fr. annuellement;

5° Aux actes des tribunaux consulaires auxquels la gratuité est, dans les mêmes circonstances, acquise en Belgique.

II. Les décrets ou arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes, ou de tous autres actes, ne donnent lieu non plus à aucune perception.

III. Les rôles taxés, dans le tarif, se composent : pour les minutes de trente-cinq lignes à la page et de vingt syllabes à la ligne et pour les copies ou expéditions de vingt-cinq lignes à la page et de quinze syllabes à la ligne.

Le rôle commencé se paye en entier, s'il y en a un seul; s'il y en

**Tarief
der door de Belgische consuls in het
Buitenland te heffen rechten.**

*Aanmerkingen
van algemeenen aard.*

I. De consuls verleenen geheele vrijstelling van de door het tarief bepaalde rechten, wanneer het geldt :

1° Akten gevraagd of voorgelegd door de onderhoorigen van een land waarmee de Regeering eene schikking heeft getroffen, bij toepassing van artikel 5 dezer wet en in bedoelde schikking bijzonder vermeld;

2° Akten bestemd voor onvermogene personen ;

3° Stukken gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken in het belang van het algemeen of van het beheer;

4° Levensbewijzen en akten van notoriëteit afgeleverd voor pensioenen van niet meer dan 2,000 frank per jaar;

5° Akten van de consulaire rechtbanken waarvoor, in dezelfde omstandigheden, de kosteloosheid in België verleend wordt.

II. Voor de consulsdecreten of besluiten, enkel ten doel hebbende de beteekening of de opzending van verzoekschriften of van alle andere akten, wordt evenmin iets geheven.

III. In het tarief wordt het blad gerekend zooals volgt : de minuten tegen vijf en dertig regels van twintig lettergrepen elk, de afschriften of expedities tegen vijf en twintig regels van vijftien lettergrepen elk.

Het begonnen blad wordt geheel gerekend, als er maar een is ; zijn

a plusieurs, au prorata de la fraction de rôle.

IV. Les vacations sont de trois heures. La première vacation commencée est due en entier; les autres se payent au prorata du temps écoulé.

Les actes tarifés par vacation constateront l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions.

Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

V. Les Consuls donneront quittance des taxes perçues et y mentionneront les numéros du tarif où celles-ci sont prévues.

er meer bladen, dan in verhouding tot het gedeelte van het blad.

IV. De zitting duurt drie uren. De begonnen eerste zitting is geheel verschuldigd, de andere zittingen worden betaald in verhouding tot den verloopenen tijd.

In de akten welke per zitting getarifeerd zijn worden de tijd van den aanvang en de tijd van het sluiten der verrichtingen, alsmede elke afbreking vastgesteld.

Geen bijzonder recht is verschuldigd voor het opstellen van de minuut der per zitting getarifeerde akten en processen-verbaal.

V. De Consuls geven kwijtschrift van de geheven rechten en vermelden daarbij de tariefnummers, waaronder die rechten voorkomen.

(VII)

**Tarif des droits à percevoir pour les Consuls belges
à l'étranger.**

**Tarief der door de Belgische Consuls in het buitenland
te heffen rechten.**

Tarifs des droits à percevoir par les Consuls belges à l'étranger.

TABLEAU A.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
	SECTION I. — Actes relatifs au commerce et à la navigation. 1 Expédition (1) d'un bâtiment belge, qu'il ait ou n'ait pas embarqué ou débarqué des passagers ou des marchandises, pourvu qu'il reste au moins vingt-quatre heures dans le port ou la rade : Pour un navire de plus de 1000 tonneaux. . . . Pour un navire de moins de 1000 tonneaux . . . 2 Expédition (2) d'un bâtiment relâchant dans une rade en vue de faire une déclaration à une autorité étrangère ou d'acquitter un droit de passage, si la durée de la relâche atteint vingt-quatre heures aller et retour ou d'un bâtiment restant moins de vingt-quatre heures dans le port ou la rade s'il est fait appel à l'intervention du Consul. 3 Visa des manifestes, délivrance d'un certificat concernant la cargaison; inscription ou radiation au rôle d'équipage, procès-verbal de dépôt par le capitaine, de plainte pour cause de désertion et radiation correspondante au rôle d'équipage, acte de dépôt de cautionnement, de sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marin laissé à terre, et radiation correspondante au rôle d'équipage.	Droit fixe. Id. Droit fixe. Droit fixe par acte, visa inscription ou radiation.	10 fr. 5 » 5 » 5 »

(1) Sous cette dénomination est compris l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui sont requis du consulat à l'arrivée et au départ du navire, savoir: 1° rapport simple à l'arrivée; 2° certificat d'arrivée et de départ, sans indication relative à la cargaison; 3° rapport concernant la santé; 4° visa de la lettre de mer, du journal ou registre de bord et du rôle d'équipage; 5° déclaration de simple relâche; 6° dépôts et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance, d'un décès, dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 7° certificat quelconque, à délivrer par le consul, exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

(2) Cette taxe n'est applicable qu'à Constantinople; elle répond à un service spécial.

**Tarief der door de Belgische Consuls in het buitenland
te heffen rechten.**

TABEL A.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
	AFDEELING I. — Akten betreffende den handel en de scheepvaart.		
1	Verzending (1) van een Belgisch vaartuig, 't zij het al of niet reizigers of koopwaren ingescheept of ontscheept heeft, mits het minstens vier-en-twintig uren in de haven of de reede liggen blijft : Voor een schip van meer dan 1,000 ton . . . Voor een schip van minder dan 1,000 ton . . .	Vast recht. Id.	10 fr. 5 »
2	Verzending (2) van een vaartuig, dat eene reede binnengeloopen is om eene verklaring bij eene vreemde overheid af te leggen of een doorvaartrecht te betalen, indien het binnenloopen, heen en terug vier-en-twintig uren duurt of van een vaartuig dat minder dan vier-en-twintig uren in de haven of de reede blijft liggen, indien de tusschenkomst van een consul ingeroepen wordt.	Vast recht.	5 »
3	Visa van de gewaarmerkte vrachtlijsten, aflevering van een getuigschrift nopens de lading; opschrijving of doorhaling op de monsterrol, proces-verbaal van neerlegging door den gezagvoerder, van klacht uit hoofde van weggelooopen manschappen en overeenstemmende doorhaling op de monsterrol, akte van neerlegging van borgstelling van sommen tot dekking van de kosten van terugzending naar het vaderland, verpleging, begraving van aan land achtergelaten zeelieden en overeenstemmende doorhaling op de monsterrol	Vast recht per akte, visa, inschrijving of doorhaling.	5 »

(1) Onder die benaming worden al de gewone formaliteiten en de akten verstaan, welke bij de aankomst en het vertrek van het vaartuig, van het consulaat gevorderd worden, te weten : 1^o Eenvoudig verslag bij de aankomst, 2^o bewijzen van aankomst en van vertrek, zonder aanduiding omtrent de lading, 3^o verslag over de gezondheid, 4^o visa van den scheepsbrief, van het scheepsboek of het scheepsregister en van de monsterrol, 5^o verklaring van enkel binnenloopen. 6^o neerlegging en processen-verbaal van neerlegging van elke door den gezagvoerder opgemaakte akte uit hoofde van eene misdaad of een wanbedrijf, van eene geboorte, van een sterfgeval, neerlegging van op zee opgemaakte testamenten, boedellijsten alsmede van de op de boedellijsten staande voorwerpen, 7^o om het even welk door den consul af te leveren getuigschrift, vereischt door de plaatselijke overheid om het schip te laten vertrekken.

(2) Dat recht wordt enkel te Constantinopel toegepast. Het heeft betrekking op een bijzonderen dienst.

N° d'ordre,	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
4	Courtage et interprétation (1)	Droit fixe.	20 »
5	Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement (2) de ce document en cas de perte :		
	Pour un navire de plus de 2000 tonneaux	Droit fixe.	50 »
	Pour un navire de plus de 1000 tonneaux jusqu'à 2000 tonneaux	Id.	30 »
	Pour un navire de plus de 300 tonneaux jusqu'à 1000 tonneaux	Id.	20 »
	Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous	Id.	10 »
6	Délivrance d'un journal de navigation ou remplacement (3) de ce document en cas de perte.	Par journal.	20 fr.
7	Addition de feuilles au rôle d'équipage ou au journal de navigation	Pour la 1 ^{re} feuille.	5 »
		Pour les feuilles subséquentes, jusqu'à la 10 ^e .	2 »
8	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre, directement ou avec escale, dans un port belge, ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique, ou addition d'une feuille à la lettre de mer :		
	Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux.	Droit fixe.	50 »
	Pour un navire de 1,000 tonneaux et au-dessous.	Id.	25 »
9	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique :		
	Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux	Droit fixe.	100 »
	Pour un navire de 1,000 tonneaux et au-dessous.	Id.	50 »
<i>N. B.</i> — La désignation des experts chargés de délivrer un certificat de navigabilité du navire et le visa des signatures apposées par les experts sur le dit certificat, donnent respectivement ouverture à la perception des droits de 10 francs et de 5 francs fixés par les n^{os} 15 et 33 du tarif.			

(1) Comprend le seul visa de la lettre de mer.

(2) Sur la déclaration affirmée et signée par le capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

(3) En sus du remboursement du coût du journal.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
4	Makelarij en vertolking (1)	Vast recht.	20 »
5	Afgifte van een monsterrol of vervanging (2) van dat stuk bij verlies:		
	Voor een schip van meer dan 2,000 ton	Vast recht.	50 »
	Voor een schip van meer dan 1,000 ton tot 2,000 ton.	Vast recht.	30 »
	Voor een schip van meer dan 300 ton tot 1,000 ton.	Vast recht.	20 »
	Voor een schip van 300 ton en minder	Vast recht.	10 »
6	Afgifte van een scheepsboek of vervanging (3) van dat boek bij verlies	Per boek.	20 fr.
7	Toevoeging van bladen aan de monsterrol of aan het scheepsboek	Voor het eerste blad.	5 »
		Voor elk verder blad tot en met het tiende.	2 »
8	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief om aan een schip toe te laten zich rechtstreeks of mits eene andere haven aan te doen, in eene Belgische haven te begeven of eene reis te doen in eene andere richting vooraleer in België te komen, of toevoeging van een blad aan den scheepsbrief :		
	Voor een schip van meer dan 1000 ton.	Vast recht.	50 »
	Voor een schip van 1000 ton en minder	Id.	25 »
9	Afgifte van eenen voorloopigen scheepsbrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen :		
	Voor een schip van meer dan 1000 ton.	Id.	100 »
	Voor een schip van 1000 ton en minder.	Id.	50 »
	N. B. — De aanwijzing van de schatters. belast met de afgifte van het bewijs van zeewaardigheid van het schip en het visa van de naamteekeningen die door de schatters op bedoeld bewijs worden gesteld, geven wederzijds aanleiding tot inning van de rechten van 10 frank en van 5 frank bepaald bij de n ^{rs} 15 en 33 van het tarief.		

(1) Omvat enkel het visa van den scheepsbrief.

(2) Op de bovenaan het ter vervanging gegeven stuk bevestigde en onderteevende verklaring van den gezagvoerder.

(3) Boven de terugbetaling van de kosten van het geleverd boek.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
10	Délivrance d'un passavant en cas de perte de la lettre de mer : Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux . . . Pour un navire de 1,000 tonneaux et au-dessous.	Droit fixe. Id.	60 » 40 »
11	Patente de santé pour un bâtiment belge ou pour un bâtiment étranger	Droit fixe.	10 »
12	Visa d'une patente de santé pour un bâtiment belge ou étranger	Droit fixe.	3 »
13	Protêt fait par le capitaine, à son arrivée, avec interrogatoire des gens de l'équipage et des passagers, ou procès-verbal de sauvetage d'un bâtiment naufragé ou capturé.	Droit fixe.	20 »
14	Contrat d'affrètement ou charte-partie, pour autant qu'il soit requis par le capitaine.	Droit fixe.	20 »
15	Arrêté ou procès-verbal du consul en matière commerciale ou maritime. Nomination d'experts et procès-verbal de prestation de serment. Dépôt de rapport d'experts. Homologation d'un règlement d'avarie N. B. — La rémunération des experts, payée à part, suivant l'usage des lieux.	Par acte. Droit fixe.	10 fr.
16	Expédition d'un rapport d'experts	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	10 » 5 »
17	Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises dressé par le consul ou par le chancelier du consulat	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	10 » 5 »
18	Calcul et règlement d'un compte d'avarie à la personne qui en est chargée	Droit proportionnel (1) jusqu'à 10,000 francs. Sur le surplus. (Arrondie au franc supérieur minimum 2 fr.)	1/4 p. c. 1/8 p. c.

(1) Le droit n'est dû que sur la somme formant le montant de l'avarie.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
10	Afgifte van een vrijgeleide bij verlies van den scheepsbrief : Voor een schip van meer dan 1000 ton Voor een schip van 1000 ton en minder	Vast recht. Id.	60 fr. 40 »
11	Gezondheidspatent voor een Belgisch of voor een vreemd vaartuig.	Id.	10 »
12	Visa van een gezondheidspatent voor een Belgisch of een vreemd vaartuig.	Id.	3 »
13	Protest gemaakt door den gezagvoerder bij zijne aankomst, met onderraging van het scheepsvolk en de passagiers, of proces-verbaal van redding van een vaartuig dat schipbreuk heeft geleden of buit gemaakt werd	Id.	20 »
14	Vrachthecontract of Charte-partij als zulks door den gezagvoerder gevorderd wordt	Id.	20 »
15	Besluit of proces-verbaal van den consul in zake handel of zeevaart. Benoeming van schatters en proces-verbaal van eedaflegging. Neerlegging van het verslag der schatters. Bekrachtiging van de vereffening eener averij N. B. — Het loon der schatters wordt afzonderlijk betaald volgens plaatselijk gebruik.	Per akte. Vast recht.	10 fr.
16	Afschrift van een schattersverslag	Eerste blad. Elk blad meer.	10 » 5 »
17	Akte van achterlating van een schip of van goederen opgemaakt door den consul of door den kanselier van het consulaat	Eerste blad. Elk blad meer.	10 » 5 »
18	Berekening en vereffening van eene avarijsche-ning, voor den persoon die daarmede belast is.	Geëvenredigd recht (1) tot 10,000 fr. Op het overige. (Afgerond tot op den volgen- den frank mi- nimum 2 fr.)	1/4 t. h. 1/8 t. h.

(1) Het recht is maar verschuldigd op het bedrag der averij.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
19	Acte ou procès-verbal dressé par le consul ou le chancelier en matière commerciale ou maritime dans les cas non spécifiés	Par vacation.	20 fr.
	SECTION II. — Actes de l'état-civil et actes de nationalité (1).		
20	Expédition d'un acte de naissance ou de décès. . .	Par acte.	5 »
21	Expédition d'un acte de mariage, d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, d'un acte de naissance avec mention de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte spécial ou avec mention de légitimation contenue dans un acte de mariage; d'un acte de divorce.	Par acte.	10 »
22	Affiche d'actes de publication de mariage, certificat de publication et de non opposition . .	Par acte.	5 »
23	Expédition d'un acte de déclaration de nationalité. SECTION III. — Actes administratifs.	Id.	10 »
24	Passeports ordinaires	Id.	25 »
25	Passeports à des gens de mer.	Id.	Gratis.
26	Visa d'un passeport belge.	Par visa.	5 fr.
	Visa ordinaire d'un passeport étranger.	Id.	Taxe de réciprocité minimum 10 fr.
	Visa aller et retour d'un passeport étranger . .	Id.	Taxe de réciprocité minimum 20 fr.
	Visa permanent (6 mois à 2 ans) d'un passeport étranger (2)	Id.	Taxe de réciprocité minimum 25 fr.
27	Visa de passeports pour gens de mer	Id.	Gratis.

(1) La minute des actes de l'état civil et des actes de nationalité ne donne lieu à aucune perception.

(2) Pour les visas permanents concernant la France, l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique, voir les circulaires du Ministère des Affaires Étrangères des 2 août 1919, 18 août 1919 et 3 décembre 1919, n° 5928, Direction Cl.

Doorlopende nummers	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
19	Akte of proces-verbaal, door den consul of den kanselier opgemaakt in zake handel of zeevaart, in de niet afzonderlijk bepaalde gevallen . . .	Per zitting.	10 fr.
	AFDEELING II. — Akten van den burgerlijken stand en akten van nationaliteit (1).		
20	Afschrift van eene akte van geboorte of van overlijden	Per akte.	3 »
21	Afschrift van eene huwelijksakte; van eene akte tot erkenning van een onecht kind; van eene geboorteakte met vermelding van de door bijzondere akte gedane erkenning van een onecht kind of met vermelding van de in eene huwelijksakte vervatte echtverklaring; van eene akte van echtscheiding.	Per akte.	10 »
22	Uithangen van akten tot huwelijksafkondiging, bewijs dat de afkondiging gedaan is en geen verzet ingediend.	Per akte.	5 fr.
23	Afschrift van eene akte van nationaliteitsverklaring	Per akte.	10 »
	AFDEELING III. — Akten van bestuur.		
24	Gewone paspoorten	Per akte.	25 »
25	Paspoorten aan zeelieden	Id.	Kosteloos.
26	Visa van een Belgisch paspoort	Per visa.	5 fr.
	Gewoon visa van een vreemd paspoort	Id.	Wederkeerig recht minimum 10 fr.
	Visa heen en terug van een vreemd paspoort	Id.	Wederkeerig recht minimum 20 fr.
	Bestendig visa (6 maanden tot 2 jaar) van een vreemd paspoort (2).	Id.	Wederkeerig recht minimum 25 fr.
27	Visa van paspoorten voor zeelieden	Id.	Kosteloos.

(1) Voor de minuut van de akten van den burgerlijken stand en van de akten van nationaliteit wordt niets geheven.

(2) Voor de bestendige visa's betreffende Frankrijk, Engeland en de Vereenigde Staten van Amerika zie de omzeadbrieven van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van 2 Augustus 1919, 18 Augustus 1919 en 3 December 1919, N° 3928. Bestuur Ct.

No d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
28\$	Certificat de vie	Par certificat.	5 fr.
29	Certificat d'immatriculation, de patente, de protection (1)	Par acte.	10 »
30	Visa de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente, de protection, ou tout autre visa non spécifié.	Par visa.	5 »
31	Visa du manifeste, de la charte-partie ou du connaissance pour des navires étrangers (2) . . .	Id.	10 »
32	Certificat d'origine, de provenance, de destination, de débarquement	Par certificat.	5 »
33	Certificat à délivrer aux navires étrangers en relâche	Id.	10 »
34	Certificat quelconque requis par l'autorité locale.	Id.	5 »
35	(3) Légalisation d'un acte de l'État-civil demandée dans un intérêt belge	Par légalisation.	3 fr.
	Légalisation de tout autre pièce demandée dans un intérêt belge	Id.	5 »
	Légalisation d'un acte de l'État-civil demandée dans un intérêt étranger	Id.	Taxe de réciprocité minimum 6 fr.
	Légalisation de toute autre pièce demandée dans un intérêt étranger	Id.	Taxe de réciprocité minimum 10 fr.

(1) L'inscription sur les registres du consulat ne donne lieu à aucune perception.

(2) Pour les navires belges, le visa est compris dans la rubrique 3.

(3) La légalisation par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat, ne donne lieu à aucune perception.

La légalisation de plusieurs signatures apposées sur le même acte ne compte que pour une légalisation.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
28	Levensbewijs	Per bewijs.	5 fr.
29	Bewijs van inschrijving op het stamboek, van het beschermingspatent (1) of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa.	Per akte.	10 »
30	Visa van het bewijs van inschrijving op het stamboek, van het bewijs van nationaliteit, van het beschermingspatent of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa.	Per visa.	5 »
31	Visa van de gewaarmerkte vrachtlĳst, aan de Charte-partij of den ladingsbrief voor vreemde schepen (2)	Per visa.	10 »
32	Bewijs van oorsprong van afkomst, van bestemming, van ontscheping	Per bewijs.	5 »
33	Bewijs af te leveren aan binnengeloopen vreemde schepen	Per bewijs.	10 »
34	Bewijs om het even hetwelk, gevorderd door de plaatselijke overheid	Per bewijs.	5 »
35	(3) Echtverklaring eener akte van den burgerlijken stand aangevraagd in een Belgisch belang.	Per echtverklaring.	3 fr.
	Echtverklaring van elk ander stuk in een Belgisch belang aangevraagd	Id.	5 »
	Echtverklaring eener akte van den burgerlijken stand aangevraagd in een vreemd belang . .	Id.	wederkeerig recht : minimum 6 fr.
	Echtverklaring van elk ander stuk aangevraagd in een vreemd belang	Id.	wederkeerig recht : minimum 10 fr.

(1) Voor de inschrijving op de boeken van het consulaat wordt niets gegeven.

(2) Voor de Belgische schepen is het visa begrepen in rubriek 3.

(3) Voor de echtverklaring, door den consul, van eene akte ontvangen door den kanselier, evenals van eene door een ambtenaar van het consulaat opgemaakte of echtverklaarde akte, wordt niets gegeven. De echtverklaring van verscheidene handteekeningen gesteld op dezelfde akte, telt maar voor eene echtverklaring.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
	SECTION IV (1). -- Actes du Ministère des Notaires (Voir tableau B).		
	SECTION V. — Actes conservatoires après décès (2).		
36	Réquisition à fin d'apposition ou de levée de scellés.	Par acte.	10 fr.
37	Opposition à la levée des scellés.	Id.	10 »
38	Procès-verbal d'apposition et procès-verbal de levée des scellés.	Par vacation.	15 »
39	Substitution ou remplacement du gardien des scellés.	Id.	15 »
40	Convocation du Conseil de famille	Id.	15 »
41	Procès-verbal d'une délibération du Conseil de famille.	Id.	15 »
42	Expédition ou extrait des procès-verbaux mentionnés ci-avant	Par rôle de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne.	3 »
	SECTION VI. — Tribunaux consulaires. (Voir tableau B).		
	SECTION VII. — Actes divers.		
43	Dépôt volontaire de sommes d'argent, matières premières, valeurs négociables, marchandises ou effets mobiliers (3).	1° Par acte de dépôt. 2° Droit sur le montant de la somme ou de la valeur estimée.	15 fr. 1 p. c. pour les six premiers mois du dépôt au moins, 1/2 p. c. pour chaque trimestre ou fraction de trimestre au delà des six premiers mois. Arrondie au franc supérieur minimum 2 fr.

(1) Les émoluments pour les actes du ministère des notaires ne sont pas dus si l'acte, la copie ou l'extrait est nul par la faute du consul. L'honoraire tarifé d'un acte comprend, à l'exclusion de tous les déboursés, l'émolument de tous les devoirs principaux et accessoires du ministère des notaires auxquels cet acte donne lieu, sauf les droits de rôle ou de copie et les frais de déplacement, de séjour, et de nourriture. L'honoraire de la disposition tarifiée au taux le plus élevé est seul perçu lorsqu'un acte contient des dispositions qui dérivent ou dépendent les unes des autres, au point d'impliquer, en droit ou en fait, une seule opération lorsque cette connexité n'existe pas, l'honoraire de chacune des dispositions est perçu, sans cependant qu'une même valeur puisse subir plus d'une fois l'honoraire proportionnel.

(2) En cas d'indigence des intéressés, il doit être fait remise des taxes qui font l'objet de cette section.

(3) Le droit proportionnel à percevoir lors du retrait du dépôt n'est pas exigible lorsque le dépôt ne comprend que des pièces, des effets ou des titres nominatifs qui, en cas de perte, de vol ou de destruction peuvent être remplacés sans préjudice pour le dépositaire. L'acte de retrait d'un dépôt ne donne lieu à aucun droit.

Doorloopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
	AFDEELING IV. (1) — Akten van het notarisambt. (Zie tabel B.)		
	AFDEELING V. — Bewaringsakten na overlijden (2).		
36	Aanzoek om zegels te leggen of te lichten	Per akte.	10 fr.
37	Verzet tegen het lichten van zegels	Id.	10 »
38	Proces-verbaal van leggen en proces-verbaal van lichten van zegels	Per zitting.	15 »
39	Inplaatsstelling of vervanging van den zegelbewaarder	Id.	15 »
40	Beleggen van een familieraad.	Id.	15 »
41	Proces-verbaal van eene beraadslaging van den familieraad	Id.	15 »
42	Afschrift of uittreksel van de vermelde processen-verbaal	Per blad van 25 regels per blad-zijde en 15 lettergrepen per regel.	3 »
	AFDEELING VI. — Consulaire rechtbanken. (Zie tabel B.)		
	AFDEELING VII. — Verschillende akten.		
43	Vrijwillige neerlegging van geldsommen, grondstoffen, handelbare waarden, koopwaren of roerende voorwerpen	(3) 1° Per akte van neerlegging; 2° Recht op het bedrag der som of der geschatte waarde.	15 fr. 1 t. h. voor de eerste zes maanden neerlegging of korteren tijd. 1/2 t. h. voor geheel of gedeeltelijk kwartaal na de eerste zes maanden. Afgerond tot op den volgenden frank. Minimum 2 fr.

(1) Het loon voor de akten van het notarisambt is niet verschuldigd indien de akte, het afschrift of het uittreksel nietig is door de schuld van den consul. In het tariefloon voor eene akte is, met uitsluiting van alle voorschotten, het loon begrepen van alle hoofdzakelijke en toevallige plichten van het notarisambt, waartoe die akte aanleiding geeft behalve de blad- of afschrijfkosten en de reis-, verblijf- en voedingskosten. Het loon voor de hoogst getarifeerde bepaling wordt alleen geheven wanneer eene akte bepalingen bevat welke nit elkander voortvloeien of van elkander afhangen in dier voege, dat zij naar rechten of feitelijk eene enkele verrichting uitmaken. Wanneer zulk verband niet bestaat, wordt het loon voor elke der bepalingen geheven, met dien verstande dat het geëvenredigd loon niet meer dan eens op dezelfde waarde wordt toegepast.

(2) Zoo de belanghebbenden onvermogen zijn moeten zij vrijgesteld worden van de rechten, waarvan in deze afdeeling sprake is.

(3) Het bij de intrekking van de neerlegging te heffen geëvenredigd recht wordt niet gevorderd wanneer de neerlegging enkel bestaat uit stukken, effecten of nominale titels welke bij verlies, diefstal of vernieling, zonder nadeel voor den inbewaringgever vervangen kunnen worden. Voor de akte van intrekking van eene neerlegging wordt niets geheven.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
44	Recouvrement de créances, de successions ou de sommes quelconques effectué à la suite de l'intervention consulaire (1)	Sur le montant des valeurs recouvrées.	1 p. c. sur les premiers 20,000 francs, 1/2 p. c. sur les 10,000 francs suivants, 1/4 p. c. sur le surplus. Arrondie au franc supérieur minimum 2 fr.
45	Décret, acte ou procès-verbal non spécialement tarifé	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	10 fr. 5 »
46	Expédition ou extrait d'un acte non spécialement tarifé	Par rôle.	5 »
47	Copie en langue étrangère.	Id.	10 »
48	Traduction certifiée conforme	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	20 » 10 »
<i>Tableau B.</i>			
I. — Frais de déplacement et de séjour.			
49	Frais de séjour du consul général	Par jour.	40 »
	— consul	Id.	30 »
	— vice-consul	Id.	20 »
50	Frais de séjour de chancelier.	Id.	15 »

(1) Le cumul du droit de recouvrement avec le droit de dépôt est interdit.

Doorlopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
44	Invordering van schulden, nalatenschappen of om 't even welke sommen gedaan ten gevolge van consuls-bemiddeling (1)	Op het bedrag der ingevorderde waarden.	1 t. h. op de eerste twintig duizend fr ; 1/2 t. h. op de volgende tien duizend fr ; 1/4 t. h. op het overige. Afgerond tot op den fr. Minimum 2 frank.
45	Niet afzonderlijk getarifeerd decreet, akte of proces-verbaal	Eerste blad. Voor elk blad meer.	10 fr. 5 »
46	Afschrift of uittreksel van eene niet afzonderlijk getarifeerde akte.	Per blad.	5 »
47	Afschrift in eene vreemde taal	Per blad.	10 »
48	Echtverklaarde vertaling	Eerste blad. Voor elk blad meer.	20 » 10 »
<i>Tabel B.</i>			
1. — Rejs- en verblijfkosten.			
49	Verblijfkosten van den Consul-generaal	Per dag.	40
	— den Consul	id.	30
	— den Vice-Consul	id.	20
50	— den Kanselier	id.	15

(1) Het heffen van het invorderingsrecht en het neerleggingsrecht te zamen is verboden.

II. — Actes du ministère des notaires.

Les consuls peuvent percevoir pour la réception des actes notariés les mêmes émoluments que ceux alloués aux notaires du Royaume par l'arrêté royal du 27 mars 1893.

Ces émoluments seront acquis de plein droit aux agents qui signeront ces actes, soit en leur qualité de gérant du consulat, soit en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire du poste ou en vertu d'une délégation de ce dernier.

III. — Tribunaux consulaires.

Sauf pour les actes tarifés aux présents tableaux A et B, les tarifs en usage dans le Royaume sont applicables aux actes de la juridiction civile, commerciale et répressive dans les tribunaux consulaires belges en pays hors chrétienté.

En matière civile et commerciale, les frais sont taxés par le tribunal consulaire.

En matière répressive, les frais sont alloués par le tribunal consulaire lorsque le tarif en usage dans le Royaume confie cette allocation aux magistrats.

IV. Services spéciaux.

Acte passé, sur requête de l'intéressé, en dehors des heures norma-

II. Akten van het notarisambt.

De consuls kunnen voor het ontvangen van notarieele akten hetzelfde loon eischen als datgene welk aan de notarissen van het Koninkrijk toegekend wordt door het Koninklijk besluit van 27 Maart 1893.

Dit loon komt van rechtswege aan de agenten toe die deze akten zullen onderteekenen, hetzij in hunne hoedanigheid van beheerder van het consulaat hetzij in geval van afwezigheid of verbinding van den titularis van den post of krachtens eene volmacht van dezen laatste.

III. Consulaire rechtbanken.

Behalve voor de akten getarifeerd in onderhavige tabellen A en B zullen de in het Koninkrijk gebruikte tarieven van toepassing zijn op de akten der burgerlijke, handels- of strafrechtsmacht in de Belgische consulaire rechtbanken in de landen buiten de Christenheid.

In burgerlijke en handelszaken worden de kosten begroot door de consulaire rechtbank.

In strafzaken worden de kosten toegewezen door de consulaire rechtbank wanneer het in het Koninkrijk in gebruik zijnde tarief deze toewijzing aan de magistraten overlaat.

IV. — Bijzondere diensten.

Op verzoek van den belanghebbende verleden akte buiten de normale

les de chancellerie (1): en plus de la taxe figurant au tableau A, une somme égale à cette taxe.

Acte passé, sur requête de l'intéressé, entre 10 heures du soir et 6 heures du matin: en plus des taxes prévues à l'article précédent, une somme égale à la taxe correspondante figurant au tableau A.

Frais de déplacement d'un agent du consulat: le montant des déboursés. (2)

Si ce déplacement a entraîné l'application de l'article 49 à un autre intéressé: le montant de la taxe visée au dit article.

(1) Les Chancelleries consulaires seront accessibles au public cinq heures par jour ouvrable. Ces heures seront fixées par le Chef de poste conformément aux usages locaux. Elles seront affichées à la porte de la Chancellerie.

(2) Le compte de ces frais, que les agents s'efforceront d'ailleurs de renfermer dans les limites les plus étroites, sera affirmé par le consul pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui pour celles qui concernent le vice-consul ou le chancelier.

Donné à Bruxelles le 25 juillet 1920.

kanselarij-uren (1): boven het recht voorkomend in tabel A, eene som gelijk aan dit recht.

Op verzoek van den belanghebbende verleden akte tusschen 10 uur 's avonds en 6 uur 's morgens: boven de rechten in voorgaand artikel voorzien, eene som gelijk aan het overeenkomend recht voorkomend op tabel A.

Reiskosten van een agent van het consulaat: het bedrag der voorschotten (2).

Indien de reis de toepassing van artikel 49 voor eenen anderen belanghebbende heeft medegebracht, het bedrag van het recht bedoeld in gezegd artikel.

(1) De consulaire kanselarijen zullen voor het publiek toegankelijk zijn gedurende vijf uren per werkdag. Deze uren zullen door het hoofd van den post bepaald worden overeenkomstig de plaatselijke gebruiken. Ze zullen aan de deur der Kanselarij worden aangeplakt.

(2) De rekening van die kosten, welke de agenten overigens tot het volstrekt noodige beperken, wordt door den consul bevestigd voor de uitgaven die hem betreffen en door hem geviséerd voor de uitgaven die den vice-consul of den kanselier aangaan.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ Juli 1920.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères.

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche
Zaken,

HYMANS.

